

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/42296]

27 AVRIL 2023. — Décret relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° Plateforme électronique : la plateforme via laquelle les candidatures sont déposées par les candidats ;
- 2° le service du Gouvernement : le service de la Communauté française désigné par le Gouvernement ;
- 3° candidat : tout pouvoir organisateur entrant dans le champ d'application du présent dispositif et déposant une demande de subvention dans le cadre du présent décret ;

4° bénéficiaire : les pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors université, de l'enseignement supérieur de promotion sociale, des centres psycho-médico-sociaux, des internats ou des homes d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française ayant reçu un accord d'éligibilité ;

5° bâtiment : volume bâti, à l'exception d'un état de ruine, déterminé par des parois de déperditions verticales, horizontales et/ou inclinées formant tout ou partie d'un ensemble construit ; la typologie de toiture, l'emprise au sol ou la rupture d'alignement sont des éléments permettant de considérer comme « bâtiment » une partie de l'ensemble construit ;

6° bâtiment touché par les inondations : le bâtiment scolaire actuel ayant subi un dommage infrastructurel grave et qui est situé dans une zone touchée par les inondations de juillet 2021, prévu dans les textes réglementaires suivants :

a) à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

b) à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ;

c) à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

Par dommage infrastructurel grave, sont visés des investissements plus structurels nécessitant un permis d'urbanisme, une rénovation lourde et/ou une reconstruction, à l'exception des travaux visés par l'article 21.5 du décret-programme du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022 ;

7° techniques spéciales :

- a) les systèmes de ventilation ;
- b) les systèmes de climatisation ;
- c) les systèmes de chauffage et eau chaude sanitaire ;
- d) les systèmes de production et de stockage d'électricité, en ce compris tout autre équipement y lié ;
- e) une combinaison des systèmes visés aux points a) à d) ;

8° collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs : le partage des locaux scolaires du/des bâtiment(s) bénéficiant de la subvention et dans les espaces faisant l'objet des travaux, et ce :

- a) pendant les périodes scolaires de l'enseignement (heures de cours) et
- b) de manière régulière au cours d'une année scolaire et
- c) par des membres du personnel de l'enseignement et/ou des élèves, étudiants et
- d) entre pouvoirs organisateurs d'un autre réseau ou d'un même réseau ;

9° auto score : score obtenu par un dossier lors de l'introduction de sa candidature sur la plateforme électronique prévue à cet effet. Ce score s'obtient par l'addition de l'ensemble des points obtenus via la rencontre ou non de chacun des critères de priorisation. Ce score est déterminé automatiquement par la plateforme électronique en fonction des données introduites par le candidat ;

10° quick audit de emploi : rapport reprenant l'ensemble des éléments concernés par les travaux de démolition ou rénovation qui présentent un potentiel de emploi dans la reconstruction prévue. Les éléments précis et modalités de réalisation sont arrêtés par le Gouvernement.

Art. 2. Le présent décret s'applique à la Communauté française pour ce qui relève des investissements immobiliers dans l'enseignement non universitaire qu'elle organise ou subventionne.

Le Gouvernement est habilité à effectuer les différentes missions visées par le présent décret.

CHAPITRE II. — Appels à projets et objet de la subvention

Section I. — Appels à projets

Art. 3. § 1^{er}. En vue d'octroyer les moyens prévus dans le service à comptabilité autonome institué par l'article 20 du décret-programme du 14 décembre 2022 portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023, tel que doté en 2022, le Gouvernement publie des appels à projets à destination de l'ensemble des pouvoirs organisateurs comme suit :

1° le premier appel à projets concerne les bénéficiaires repris à l'article 1, 4°, à l'exception de l'enseignement supérieur hors universités. Cet appel à projets est lancé entre le 1^{er} mai et le 30 juin 2023 et s'élève à un montant de 300.000.000 euros ;

2° le deuxième appel à projets concerne l'enseignement supérieur hors universités et l'enseignement supérieur de promotion sociale. Cet appel à projets est lancé dans le courant du 4^{ème} trimestre 2023 et s'élève à un montant de 200.000.000 euros ;

3° le troisième appel à projets concerne les bénéficiaires repris à l'article 1, 4°, à l'exception de l'enseignement supérieur hors universités. Cet appel à projets est lancé dans le courant du 1^{er} trimestre 2024 et s'élève à un montant de 200.000.000 euros ;

4° le quatrième appel à projets concerne les bénéficiaires repris à l'article 1, 4°, à l'exception de l'enseignement supérieur hors universités. Cet appel à projets est lancé dans le courant du 4^{ème} trimestre 2024 et s'élève à un montant équivalent au solde de l'enveloppe disponible pour le présent plan d'investissement exceptionnel, à l'exception des moyens éventuellement non affectés par l'appel à projets prévu au point 2.

Un ou plusieurs autre(s) appel(s) à projets est/sont, le cas échéant, lancé(s) en fonction du solde des enveloppes dont question ci-dessus et visant les bénéficiaires repris à l'article 1, 4°, à l'exception de l'enseignement supérieur hors universités et de l'enseignement supérieur de promotion sociale. Pour le solde du deuxième appel à projets, un appel spécifique aux mêmes bénéficiaires que ceux prévus au 2°, est, le cas échéant, lancé.

Les dossiers de candidatures complets sont rentrés dans les trois mois à dater du lancement des appels à projets visés précités. Ce délai est suspendu durant les vacances scolaires d'été et d'hiver applicables dans l'enseignement obligatoire.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'enseignement de promotion sociale, lorsqu'un pouvoir organisateur souhaite candidater pour une implantation dans laquelle il organise à la fois de l'enseignement de promotion sociale secondaire et de l'enseignement de promotion sociale supérieure, le pouvoir organisateur candidate dans le ou les appel(s) à projets relatif(s) au niveau (secondaire ou supérieur) pour lequel il a, pour l'ensemble de son établissement, le plus de périodes-élèves durant l'année 2019.

§ 2. Un candidat, qui a déposé sa candidature à un appel à projets visé au paragraphe 1^{er}, peut déposer sa candidature pour un ou des appel(s) à projets ultérieur(s) s'il n'a pas reçu d'accord d'éligibilité pour le même objet des travaux. Lors du dépôt de cette éventuelle candidature ultérieure, le candidat peut, en tout état de cause, le cas échéant, reprendre ou modifier sa candidature originelle pour les besoins de cet/ces appel(s) ultérieur(s).

Si un candidat reçoit un accord d'éligibilité pour un appel à projets et qu'il a déposé préalablement à la réception de l'accord d'éligibilité une candidature pour un autre appel à projets ultérieur pour le même objet de travaux, la candidature est automatiquement supprimée.

Un candidat peut le cas échéant décider de retirer sa candidature.

Un bénéficiaire d'une subvention peut décider d'abandonner son dossier à tout moment. Il notifie sa décision au service du Gouvernement.

§ 3. Sans préjudice de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, le candidat dépose son dossier de candidature sur la plateforme électronique créée à cet effet.

Aucune pièce supplémentaire ne peut être intégrée au dossier par le candidat après la date limite d'introduction des candidatures.

Le candidat répond, le cas échéant, aux critères de priorisation visés à l'article 8. La complétude de ces critères de priorisation par le candidat lui attribue un « auto score provisoire » généré automatiquement par la plateforme électronique.

Conformément à l'article 9, une liste de toutes les candidatures avec un ordre provisoire est dressée par le service du Gouvernement au moyen de la plateforme électronique après la fin du délai limite de dépôt des candidatures.

Les candidatures en ordre utile provisoire eu égard au montant disponible pour l'appel à projets sont vérifiées par le service du Gouvernement et aboutissent, le cas échéant, à une diminution de l'« auto score provisoire ». Le service du Gouvernement encode le score final dans l'application. Celui-ci ne peut être plus élevé que l'« auto score provisoire ».

Section II. — Objet de la subvention

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions d'éligibilité visées à l'article 7, sont visés par le présent décret, les travaux suivants :

1° la rénovation d'un bâtiment qui est ou sera utilisé à des fins scolaires, en ce compris, le cas échéant, une augmentation de la surface bâtie scolaire.

Sauf dans le cas où une planification de travaux a été établie suite à un audit agréé ou des circonstances techniques particulières, les travaux de rénovation doivent suivre l'ordre chronologique prévu par la chronologie des travaux visé en annexe II du présent décret ;

2° dans le cas où la rénovation n'est pas possible ou raisonnable pour des raisons techniques, pédagogiques et/ou financières dûment motivées, une démolition totale ou partielle d'un bâtiment scolaire et sa reconstruction (en ce compris, le cas échéant, une augmentation de la surface bâtie scolaire) est subventionnable. La reconstruction doit bénéficier à la même implantation scolaire que celle concernée par le bâtiment démoli.

Par démolition, l'on vise également l'évacuation de modules préfabriqués, hors de l'implantation scolaire concernée. Par démolition partielle, l'on vise minimum 65 pourcents du volume bâti.

Une justification du caractère impossible ou déraisonnable de la rénovation doit être dûment motivée à la candidature ;

3° en complément des travaux visés aux points 1 ou 2, un renforcement de la capacité d'accueil est permis dans le cadre du présent décret si le projet est situé, au moment de la date limite de dépôt de la candidature, dans une zone en tension, telle que décidée le plus récemment par le Gouvernement et pour autant que le projet ne crée pas plus de places que le besoin identifié pour atteindre le tampon de 10% dans la zone concernée. Les établissements d'enseignement spécialisé, d'enseignement de promotion sociale et/ou d'enseignement supérieur pour lesquels ces zones ne sont pas d'application, sont autorisés à renforcer leur capacité d'accueil.

§ 2. Si l'objet des travaux concerne différents bâtiments non contigus de la même implantation ou pour des implantations différentes, un candidat doit déposer plusieurs candidatures.

La démolition d'un bâtiment sans reconstruction, en complément de l'objet des travaux, pour des raisons d'assainissement d'une situation dangereuse ou insalubre sur l'implantation scolaire concernée est intégrée à la candidature et est considérée dans le montant d'investissement subventionnable.

Si l'objet des travaux concerne des bâtiments contigus, un candidat peut déposer une ou plusieurs candidature(s). Un bâtiment existant ne peut toutefois faire l'objet que d'une seule candidature au sein d'un même appel à projets.

CHAPITRE III. — *Modalités de suivi des dossiers et des projets, conditions d'éligibilité, critères de priorisation et classement des projets*

Section I. — *Modalités de suivi des dossiers et des projets*

Art. 5. § 1^{er}. Les étapes de la procédure d'introduction et de suivi des projets sont les suivantes:

1° a) dépôt de la candidature ;

b) le cas échéant, octroi d'un accord d'éligibilité ;

2° a) dépôt du dossier au stade projet,

b) le cas échéant, octroi d'un accord de principe sur projet. Dans le cas, où un bénéficiaire aurait déjà introduit ou obtenu son permis d'urbanisme, il s'engage à modifier sa demande si les conditions prévues aux articles 7 et 8 ne sont pas respectées ;

3° a) dépôt du dossier au stade marché attribué ;

b) Le cas échéant, octroi d'un accord ferme sur attribution. Cet accord emporte l'autorisation de notifier le marché public de travaux au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) ;

4° dépôt des demandes de liquidation de la subvention et du décompte final.

Le dépôt des dossiers aux différentes étapes se fait par le biais de la plateforme électronique visée à l'article 3, § 3.

Le dépôt d'une candidature dans le présent mécanisme n'est pas autorisé pour un dossier bénéficiant déjà d'une promesse ou d'un accord de subventionnement pour le même objet de travaux, à quel stade que ce soit, dans le cadre du mécanisme de financement régi par le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen. Pour pouvoir déposer une candidature pour un dossier bénéficiant déjà d'une promesse ou d'un accord de subventionnement, en tout ou en partie, pour le même objet de travaux, à quel stade que ce soit, dans le cadre du mécanisme de financement régi par le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen, le candidat doit notifier au service du Gouvernement, au plus tard à la date limite de l'appel à projets et par courrier recommandé, son abandon de promesse ou d'accord de subventionnement. A défaut, sa candidature introduite dans le cadre du présent décret n'est pas considérée.

§ 2. Le bénéficiaire perd tout droit à la subvention dès lors qu'il procède à la notification du marché public de travaux avant l'octroi de l'accord ferme sur attribution par le Gouvernement.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement sur base d'une demande motivée du bénéficiaire. Cette demande de dérogation peut s'inscrire uniquement dans le cadre de la réalisation d'investissements revêtant un caractère d'extrême urgence et pour autant qu'une autorisation écrite de débiter les travaux ait été délivrée par le service du Gouvernement.

Ces dérogations visent à préserver le droit aux subventions mais ne constituent pas un engagement ferme d'intervention du Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités de transmission des demandes de dérogation et d'octroi de la dérogation.

§ 3. Des réunions d'accompagnement et de suivi technique ont lieu avec le bénéficiaire afin de suivre le projet depuis l'éligibilité du projet jusqu'à la liquidation de la subvention.

Ces réunions ont pour objectif de permettre au service du Gouvernement :

1° de vérifier le respect par le bénéficiaire de la subvention des obligations du présent décret, des conditions d'éligibilité et, le cas échéant, des critères de priorisation des projets ;

2° ainsi que de fournir toute expertise utile en matière de bâtiment scolaire au bénéficiaire de la subvention.

Ces réunions contiennent au moins un représentant du service du Gouvernement, du bénéficiaire et, le cas échéant, de l'auteur de projet.

L'organisation et la tenue de cette réunion est appréciée par le service du Gouvernement. Si le service du Gouvernement estime que ladite réunion n'est pas nécessaire au vu des éléments du dossier, cela ne porte pas préjudice au dossier du demandeur.

Art. 6. Le Gouvernement arrête :

1° les modalités d'introduction et d'examen des demandes de subvention pour chacune des étapes visées à l'article 5, § 1^{er} en ce compris les délais à respecter et la possibilité de dérogations éventuelles quant à ces délais, et

2° les documents ou données à fournir pour permettre une vérification par la Communauté française des candidatures et des dossiers sachant que les actes administratifs d'accord individuel peuvent préciser des documents supplémentaires.

Section II. — *Conditions d'éligibilité des candidatures*

Art. 7. Sont éligibles les candidatures répondant, lors du dépôt de la candidature prévu à l'article 5, § 1^{er}, 1°, a), aux conditions cumulatives suivantes :

1° déposer un descriptif des travaux proposés ;

2° viser des bâtiments scolaires ;

3° les travaux à réaliser, en ce compris les constructions et les extensions, répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° les travaux doivent améliorer la performance énergétique du bâtiment en impactant, au moins, 35 % des surfaces de parois de déperdition thermique.

Dans le cas où le bénéficiaire de la subvention veut placer et/ou remplacer tout ou partie des installations techniques spéciales, l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment doit impacter au moins 65 % des surfaces de déperdition thermique.

La/les parois de déperdition thermique qui a/ont déjà fait l'objet de travaux de rénovation postérieurs à 2010 peut(vent) rentrer dans le calcul d'un des pourcentages visés ci-dessus. La rénovation des travaux réalisés après 2010 est prouvée, au plus tard au moment de l'accord ferme sur attribution, par le dépôt des preuves considérées comme acceptables par les législations PEB régionales (protocole de collecte des données).

Les pourcentages visés aux alinéas 1 et 2 sont prouvés sur base des données encodées sur la plateforme électronique complétée sur base de plans simplifiés du bâtiment cotés à échelle représentative (plans et façades a minima), à l'exception des bâtiments préfabriqués soumis à la démolition pour lesquels les plans peuvent être cotés mais non à l'échelle.

Dans le cas de placement ou remplacement d'installations de chauffage, le bénéficiaire privilégie les installations décarbonées. Par installation décarbonée, est visée l'exclusion de l'énergie fossile telle que le mazout, le charbon ou le gaz comme source de combustible. En cas d'impossibilité une dérogation peut être sollicitée. Le Gouvernement arrête les modalités et conditions de cette dérogation ;

5° s'engager à évaluer, sur base de l'outil communiqué par le Gouvernement lors des appels à projets (totem), l'impact sur l'environnement du/des bâtiment(s) faisant l'objet de la subvention :

- i. dans leur état actuel et
- ii. dans leur état démoli le cas échéant et
- iii. dans leur état projeté, en ce compris le nouveau projet en cas de reconstruction ;

Le candidat apporte la preuve de cette évaluation complète à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

6° S'il s'agit d'une reconstruction, atteindre la norme QZEN/NZEB moins 20% selon la réglementation régionale applicable, à une des étapes visées à l'article 5, § 1^{er}. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

7° s'engager à tenir une comptabilité énergétique normalisée pour le bâtiment concerné par le subventionnement et apporter la preuve dudit respect à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}. Par comptabilité énergétique normalisée est visé un outil de gestion exprimé en degré-jour sur base 15/15 permettant d'enregistrer, de traiter et d'analyser, au jour le jour, des données de consommations liées aux installations de chauffage pour une année civile, afin de suivre leur évolution. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

8° pour l'enseignement concerné par le tronc commun : s'engager à offrir, à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}, un cadre infrastructurel (locaux/équipements) adapté au déploiement de la formation manuelle technique, technologique et numérique, de l'éducation culturelle et artistique, et/ou des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé, nécessaire à la mise en place du Tronc commun tel que visé dans le code de l'enseignement au niveau infrastructurel.

Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition en fonction de la typologie de travaux ;

9° s'engager à s'inscrire dans une démarche, pour une étape visée à l'article 5, § 1^{er}, de mutualisation d'espace, et apporter la preuve de cette réflexion (détails des locaux du projet mutualisable, contexte socioculturel et sportif environnant, autre type d'enseignement, ...), ou, le cas échéant, les raisons de sa non mise en œuvre. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition.

Par mutualisation d'espace, l'on entend l'augmentation de l'occupation du bâtiment scolaire bénéficiant de la subvention dans les espaces faisant l'objet des travaux et ce :

- en temps et en personnes,
- de façon régulière/répétée et
- en dehors des périodes scolaires de l'enseignement considéré (heures de cours).

Les activités subventionnées en vertu de l'article 35 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ne sont pas valorisables.

10° s'engager à s'inscrire dans une démarche, à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}, de collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs et, apporter la preuve de cette réflexion (détails des locaux du projet collaboratif, contexte scolaire environnant,...) ou, le cas échéant, les raisons de sa non mise en œuvre. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

11° s'engager à réaliser des travaux permettant de disposer d'un bâtiment répondant aux exigences de connectivité en intégrant dans le projet, en fonction de la typologie de travaux, une connexion filaire et/ou sans fil pour tous les locaux pédagogiques et dont la vérification est effectuée à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

12° s'engager à faire réaliser un audit accessibilité sur base de l'avant-projet et à réaliser des travaux en vue de disposer d'un bâtiment scolaire adapté aux personnes à mobilité réduite et à l'enseignement inclusif à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}. Les travaux d'adaptation de l'infrastructure suivront les recommandations de l'audit, pour ce qui concerne le bâtiment concerné par les travaux, sauf dérogation technique ou financière éventuelle dûment justifiée auprès du service du Gouvernement. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

13° le cas échéant, s'engager à enlever toutes les applications d'amiante touchées par ou durant les travaux de rénovation ou de démolition du bâtiment bénéficiant de la subvention conformément à l'inventaire amiante et au programme de gestion établis conformément au livre VI – Titre 3 du Code du bien-être au travail. La vérification de cette condition est effectuée à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

14° s'engager à déposer un quick audit de réemploi. Par quick audit de réemploi, est visé la réalisation de l'inventaire des matériaux réemployables dans le bâtiment ou dans l'implantation. Ce quick audit de réemploi doit être déposé à une étape visée à l'article 5, § 1^{er}. Dans le cas où il ressort de cet audit de réemploi un potentiel de réemploi, s'engager à ce que 5% (en poids) minimum des matériaux dudit potentiel soient réemployés. Cette condition n'est pas applicable s'il n'y a pas de déconstruction. Par déconstruction, est visé la démolition d'un bâtiment ou déconstruction de parois de déperditions thermiques pour n'en garder que l'ossature structurelle. Le Gouvernement arrête l'étape visée et les modalités de cette condition ;

15° s'engager à ne pas augmenter la surface minéralisée, sauf en cas d'augmentation de la surface bâtie scolaire telle que prévue à l'article 4, § 1^{er}, et à favoriser la verdurisation et la végétalisation des espaces. Le Gouvernement arrête l'étape où cette condition est vérifiée et les modalités de cette condition.

Le non-respect des conditions d'éligibilité vérifiées à la candidature ou à une étape ultérieure visée à l'article 5, § 1^{er}, entraîne le retrait de l'accord d'éligibilité.

Section III. — Critères de priorisation des candidatures

Art. 8. § 1^{er} En cas d'insuffisance de crédits au sein d'un même appel à projets, les dossiers seront priorisés, s'il échet, sur base des critères et des pondérations suivants :

1° la valorisation de l'état du bâtiment : 50 points :

L'évaluation objective de la valorisation de l'état du bâtiment existant est réalisée par l'administration au moyen de l'annexe I (Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment) au présent décret. Celle-ci devra être complétée par un technicien désigné par le candidat, sur base de plans simplifiés du bâtiment cotés à échelle représentative (plans et façades a minima), à l'exception des bâtiments préfabriqués, tels que modules ou RTG, soumis à la démolition pour lesquels des plans type pourront être utilisés pour autant que les cotations ajoutées permettent une vérification de base des données encodées dans l'Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment.

Par technicien, est visé :

- un professionnel disposant d'un agrément PEB (auditeur PEB, certificateur PEB, responsable PEB et/ou conseiller PEB) ou d'un certificat de Responsable Energie (RW) ou
- un professionnel ayant les qualifications pour prétendre à l'agrément conformément à la réglementation régionale applicable.

Des documents démontrant la conformité desdites données sont demandés à l'appel à projets et sont annexés à la candidature. Ces documents sont arrêtés par le Gouvernement.

L'utilisation de l'Outil de valorisation de l'Etat du bâtiment se réalisera en deux volets présentés distinctement dans le fichier de l'annexe 1^{re}:

a) Le premier volet désigné sous « Bilan énergétique » vise l'encodage de données techniques propres au bâtiment. Ces dernières, pour certaines ont un impact direct sur la valorisation, pour d'autres sont intégrées dans le but de sensibiliser et d'engendrer un diagnostic simplifié de l'état énergétique du bâtiment proposé à la candidature. Ce premier volet n'octroie pas de point de priorisation directement et est détaillé comme suit :

- Données ayant un impact direct sur la valorisation :

surfaces de parois de déperdition ;

types et valeurs d'isolation des parois de déperdition ;

- Données n'ayant pas d'impact sur la valorisation :

volume protégé du bâtiment ;

niveau d'étanchéité à l'air ;

rendement approximatif de l'installation de chauffage.

b) Le second volet désigné sous « Valorisation » envisage la description de la situation existante du bâtiment proposé à la candidature et de l'implantation scolaire dans laquelle il se situe. Le dossier est priorisé dans ce volet sur base de l'ambition donnée au projet de rénovation ou de reconstruction (résolution et/ou mise aux normes de l'ensemble des problèmes constatés) en fonction des critères suivants et pour un total maximum de 50 points :

i. Espaces disponibles sur l'implantation concernée par le projet (15 points maximum)

o surfaces de l'implantation : la précarité de l'implantation évaluée en fonction de la marge de surfaces disponibles entre le maximum autorisé par les normes physiques et la surface réellement constatée sur site ;

o fonctions absentes ou défaillantes sur l'implantation : l'absence ou défaillance de locaux abritant les fonctions reprises ci-après qui devraient être idéalement hébergées par le bâtiment :

- o réfectoire, en ce compris les espaces cafétérias pour l'enseignement supérieur et de promotion sociale ;
- o blocs sanitaires ;
- o salle des professeurs et/ou de réunion ;
- o salle d'éducation physique/psychomotricité, sauf pour ce qui concerne l'enseignement supérieur ;
- o bureau de direction ;
- o auditoire pour ce qui concerne l'enseignement supérieur ;
- o salles d'études pour l'enseignement supérieur ;
- o salles de cours pratiques et techniques spécifiques pour le supérieur.

ii. Etat du bâtiment concerné par le projet (35 points)

i. Techniques du bâtiment concerné par le projet :

o l'installation de chauffage et particulièrement les critères suivants :

- le nombre et l'âge des générateurs de chaleur alimentant le bâtiment ;
- la régulation (programmateur horaire, sonde de température extérieure, vannes thermostatiques) ;
- le type de combustible utilisé selon son caractère renouvelable.

o l'installation d'eau chaude sanitaire (ECS) et particulièrement les critères suivants :

- le fait d'être gros demandeur en eau chaude (douches, internat, vestiaires, cuisine collective, ...) ;
- le bâtiment concerné par le projet soit concerné par cette demande pour au moins 50% de la demande ;
- le volume du ballon d'eau chaude ;
- le type de production d'eau chaude ;

o la connectivité selon qu'un réseau data soit déployé sur tout ou partie du bâtiment concerné par le projet ;

o la ventilation mécanique selon qu'elle soit déployée sur tout ou partie du bâtiment concerné par le projet, qu'elle soit simple, double avec ou sans récupérateur de chaleur ;

o l'installation électrique selon qu'elle soit repérée en plans, qu'elle fasse l'objet d'un rapport de contrôle défavorable par un organisme agréé ou qu'elle fasse l'objet d'un rapport de contrôle par un organisme agréé présentant des infractions sans être pour autant défavorable ;

○ l'installation de protection Incendie selon qu'une centrale incendie n'équipe pas le bâtiment, que le bâtiment fasse l'objet d'un rapport de prévention incendie défavorable ou que le bâtiment ne dispose pas d'issues de secours en suffisance.

ii. Parois du bâtiment concerné par le projet :

L'état du bâtiment concerné par le projet via les portes et fenêtres, les planchers, les murs extérieurs, les parois vers sols et/ou locaux non chauffés, les toitures, les parois intérieures verticales ou horizontales selon tout ou partie des caractéristiques suivantes :

- les châssis sont équipés de vitrages simples ;
- des problèmes d'étanchéité et/ou d'infiltration à l'air et/ou l'eau sont constatés dans les châssis ;
- les parois sont de type préfabriqué s'entendant comme un élément de surface standardisé fabriqué industriellement au préalable ;
- des problèmes d'humidité sont constatés suite à des infiltrations d'eau, fuites d'eau et/ou condensation ;
- la présence d'amiante est constatée comme élément composant la paroi ou en faisant partie et attestée par un inventaire amiante agréé mis à jour;
- des problèmes de stabilité menaçant la structure du bâtiment sont constatés par un ingénieur en stabilité ou par un sinistre reconnu;
- des problèmes d'humidité ascensionnelle sont constatés ;
- des problèmes d'étanchéité à l'eau concernant les parois contre terre sont constatés ;
- des problèmes d'infiltration sont constatés dans les toitures ;
- des problèmes d'acoustique sont constatés dans les locaux pédagogiques.

Pour les travaux visés à l'alinéa 4, a), premier tiret, et b), et valorisés dans l'annexe I (Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment), le candidat s'engage à réaliser les travaux permettant de corriger ou mettre aux normes les problèmes pour lesquels il sollicite une priorisation. A défaut, les points ne font pas l'objet d'une priorisation. Le point 2 pourrait se voir attribuer un score supérieur à 35 points permettant ainsi une compensation de points non obtenus au point 1 sans toutefois permettre le dépassement du score maximal de 50 points pour ce critère de priorisation ;

2° le bâtiment a été touché par les inondations conformément à l'article 1^{er}, 6. : 20 points.

Ce critère n'est appliqué que pour les appels à projets 1 à 3, visés à l'article 3, § 1^{er}.

L'octroi des points pour ce critère est réalisé de manière binaire, soit le critère est rencontré et le maximum de point est octroyé, soit-il ne l'est pas et aucun point n'est octroyé.

3° déposer un audit énergétique agréé à la candidature : 10 points :

Le projet déposé à l'étape projet visé à l'article 5, § 1^{er}, 2° (accord de principe sur projet), doit tenir compte des conclusions dudit audit concernant le bâtiment faisant l'objet des travaux.

L'audit énergétique doit correspondre aux exigences régionales et être réalisé par un auditeur agréé conformément aux dispositions légales et réglementaires régionales. L'audit doit être à jour c'est-à-dire que le(s) bâtiment(s) ne doit/doivent pas avoir subi de travaux impactant la performance énergétique du bâtiment effectués depuis la réalisation de l'audit.

L'octroi des points pour ce critère est réalisé de la manière suivante :

- 0 point sont octroyés si aucun audit est réalisé ;
- 5 points sont octroyés si l'audit est effectué sur le bâtiment faisant l'objet des travaux ;
- 10 points sont octroyés si l'audit est effectué sur l'entièreté de l'implantation scolaire du candidat.

§ 2. En cas d'ex aequo suite à l'application des critères visés au § 1^{er}, les projets sont départagés sur base des critères suivants :

- 1° celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 1° ;
- 2° à égalité de points au critère de priorisation 1°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 2° ;
- 3° à égalité de points au critère de priorisation 2°, celui qui a obtenu le plus de points au critère de priorisation 3° ;
- 4° à égalité de points au critère de priorisation 3°, le bâtiment le plus ancien.

§ 3. Le non-respect des critères de priorisation, en ce compris la non-réalisation des travaux visés au 1°, b), du paragraphe premier et complétés par le bénéficiaire dans l'annexe I (Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment), vérifiés, le cas échéant, à l'étape accord de principe sur projet ou une étape ultérieure visée à l'article 5, § 1^{er}, entraîne le recalcul de l'indice de priorisation ayant servi au classement des dossiers.

Si l'indice recalculé mène à un indice inférieur à l'indice du premier dossier non classé en ordre utile lors de l'appel à projets, la subvention est retirée au bénéficiaire.

Section IV. — Classement des projets

Art. 9. Sur base de la liste des dossiers priorisés par le service du Gouvernement et après avis de la Commission inter caractère créée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psychomédicosociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par le Communauté française, le Gouvernement fixe le classement des dossiers selon les modalités fixées dans le présent décret.

Le Gouvernement octroie un accord d'éligibilité aux candidats en ordre utile.

A la demande du bénéficiaire, et dans le cas où celui-ci est sélectionné pour plusieurs bâtiments de la même implantation, le Gouvernement peut octroyer un seul accord de principe pour l'ensemble des bâtiments concernés.

L'avis de la Commission inter caractère visé à l'alinéa 1^{er} est communiqué au Gouvernement dans un délai de 15 jours calendrier à dater de la communication à ladite commission de la liste des dossiers proposés par le service du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Taux de financement et calcul du montant**Section I. — Taux de financement*

Art. 10. § 1^{er}. Le taux de subvention de base s'élève à 65 % (soixante-cinq pour cent) du montant subsidiable.

§ 2. Le taux de subvention visé au § 1^{er} est, si le bénéficiaire de la subvention en fait la demande au stade du dépôt de la candidature, majoré de :

1° 2 pourcents s'il s'agit d'enseignement

a) différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française. L'appartenance à l'encadrement différencié d'une classe 1, 2 ou 3 est fixée à la date de lancement de l'appel à projets concerné et/ou

b) qualifiant de l'enseignement ordinaire ou, de l'enseignement de promotion sociale à l'exception des établissements n'organisant que des cours généraux, et/ou

c) spécialisé.

Les 2 pourcents peuvent être cumulatifs.

2° 2 pourcents si, en cas de rénovation, les valeurs U suivantes sont atteintes : de 0,15 W/m² K pour l'isolation de(s) la toiture(s) et du/des mur(s) ; de 0,20 W/m² K pour les dalles de sol, de 1,1 W/m² K pour les vitrages et pour les ensembles châssis/vitrages de 1,5 W/m² K. Le respect du coefficient d'isolation thermique maximal est vérifié, au plus tard, à l'étape visée à l'article 5, § 1^{er}, 4°.

3° 2 pourcents si le bénéficiaire s'inscrit dans une collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoir organisateurs, pour une durée minimale de 3 ans, dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement.

4° 2 pourcents si le projet permet l'aménagement ou la création d'une infrastructure autonome organisant soit le continuum pédagogique du Tronc commun, rassemblant à minima les élèves de la M3 (ou de la P1) à la S3, soit le degré inférieur de l'enseignement secondaire (S1 à S3), soit le degré supérieur de l'enseignement secondaire (S4 à S6), et ce dans des bâtiments non contigus sans toutefois exclure la possibilité d'une mutualisation de certains locaux spécifiques d'influant pas l'autonomie pédagogique et fonctionnelle des établissements, dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement.

Le taux de subvention maximum ne peut pas dépasser 70 pourcents.

Section II. — Calcul de la subvention

Art. 11. § 1^{er}. La subvention est calculée sur le montant subsidiable de l'investissement.

Le montant subsidiable de l'investissement comprend les travaux subventionnables, y compris les travaux d'abords à concurrence de 10 pourcents du montant des travaux visés à l'article 4, la taxe sur la valeur ajoutée et les frais généraux.

En cas de dossier lié à un sinistre, le montant de l'intervention de l'assurance et/ou de tout autre mécanisme d'aide, est déduit du montant subsidiable.

Le montant de la subvention est calculé à l'étape visée à l'article 5, § 1^{er}, 1°, a). Il s'agit du montant provisoire de la subvention.

Le cas échéant, le montant sera :

1° diminué à l'étape visée à l'article 5, § 1^{er}, 3°, b) en fonction du résultat d'attribution du marché de travaux, et ce afin de correspondre au montant de l'offre retenue multipliée par le taux de subventionnement ;

2° augmenté de 10% maximum à l'étape visée à l'article 5, § 1^{er}, 3°, b) en fonction du résultat d'attribution du marché de travaux en cas d'augmentation du montant de l'estimation déposée à la candidature ;

3° diminué en fonction de l'atteinte des objectifs visés à l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°.

Les frais généraux s'élèvent à 10 % du montant des travaux subventionnables, taxe sur la valeur ajoutée comprise si le candidat au moment de l'étape visée à l'article 5, § 1^{er}, 1°, a), prévoit de désigner un auteur de projet dans le cadre d'un marché de service. Ils sont réduits à 8% s'il n'y a pas d'auteur de projet désigné dans le cadre d'un marché de service. Par frais généraux, sont entendus les honoraires des architectes, des ingénieurs-conseils, des experts des bureaux d'études, des coordinateurs sécurité santé et/ou des conseillers PEB.

§ 2. Pour les appels à projets repris aux 1° et 3° de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le cas où un dossier dont le montant de la subvention ne peut être pleinement satisfait eu égard au montant disponible de l'appel à projets considéré, le montant manquant est comblé au moyen du solde visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°. Pour les appels à projets repris à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 4°, un dossier dont le montant de la subvention ne peut être pleinement satisfait eu égard au montant disponible de cet appel à projets, se voit proposer le solde du montant disponible.

Section III. — Part complémentaire

Art. 12. Le solde de l'investissement non couvert par le présent décret peut bénéficier d'une garantie d'emprunt émanant du Fonds de garantie des bâtiments scolaires visé à l'article 9 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Pour l'octroi de cette garantie spécifique, l'article 9, § 7, du décret du 5 février 1990 ne s'applique pas.

Par dérogation à l'article 9, § 9, du décret du 5 février 1990, les pouvoirs organisateurs peuvent faire appel au fonds de garantie pour autant que le droit réel du bien immobilier soit détenu, par lui-même ou par l'un des opérateurs visés à l'article 13 du présent dispositif.

CHAPITRE V. — *Obligations des bénéficiaires*

Art. 13. Le bénéficiaire doit disposer d'un droit réel, à l'exception du pouvoir organisateur WBE pour lequel le droit réel peut être détenu par la Communauté française ou l'une des Sociétés Publiques d'Administration des Bâtiments Scolaires, sur le bâtiment faisant l'objet de la subvention pour une durée d'au moins 30 ans à dater de l'étape prévue à l'article 5, § 1^{er}, 3°, sans préjudice de l'article 20.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le droit réel peut être détenu par ou transféré à une association de commune, intercommunale, toute société publique de gestion de bâtiments publics ou toute société patrimoniale de gestion des bâtiments scolaires telle que prévues à l'article 20 du présent décret, pour autant que le bénéficiaire primaire de la subvention reste le pouvoir organisateur. Le bénéficiaire primaire peut céder cette subvention au détenteur du droit réel, sans préjudice des obligations du présent dispositif et sans que cela n'affecte les relations financières et administratives avec la Communauté française.

Art. 14. Le bénéficiaire de la présente subvention :

1° maintient une affectation scolaire au sein du bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent décret pour une durée de 30 années à dater de l'accord ferme sur attribution visé à l'article 5, § 1^{er}, 3° ;

2° respecte les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics et insère dans les documents de marché de travaux des clauses environnementales, sociales et éthiques. Le Gouvernement arrête les modalités de cette condition ;

3° dépose, le cas échéant, au plus tard au stade accord de principe sur projet visé à l'article 5, § 1^{er}, 2°, la preuve de la mise en concurrence du marché de service relatif à la désignation de l'auteur de projet visé à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 6, et la décision motivée d'attribution dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement ;

4° respecte les obligations en matière de communication, d'information et de publicité, relatives au soutien financier de la Communauté française. Le Gouvernement arrête les modalités de ces obligations ;

5° veille à respecter, dans les cas où une dénomination en référence à des personnes et autre que celle liée aux noms des professeurs est appliquée, une parité des hommes et des femmes dans la dénomination des locaux et des salles de classe au sein du bâtiment bénéficiant de la subvention. Les noms attribués aux dits locaux sont affichés de manière visible et permanente à l'entrée du local ;

6° répond à toute demande provenant de la Communauté française, en vue de permettre le contrôle de l'utilisation des interventions financières perçues pendant une période de 30 ans, à dater de l'étape prévue à l'article 5, § 1^{er}, 3°.

Art. 15. Le bénéficiaire de la subvention est tenu, durant une période de 30 ans à compter de l'accord ferme sur attribution visé à l'article 5, § 1^{er}, 3°, de demander l'autorisation du Gouvernement lorsque :

1° l'affectation ou la destination des bâtiments scolaires pour lesquels les travaux ont été réalisés avec l'appoint de la subvention, est modifiée totalement ou partiellement ou

2° les droits de propriété, de jouissance, d'usage ou d'habitation de ces bâtiments sont cédés à titre gratuit ou onéreux, sans préjudice de l'article 13.

L'autorisation du Gouvernement est accordée sans préjudice de l'application de l'article 17 du présent dispositif.

Art. 16. Sans préjudice de l'article 13, et durant une période de 30 années à dater de l'étape prévue à l'article 5, § 1^{er}, 3°, en cas de cession du droit réel ou de la propriété d'un bâtiment ayant bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret, tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée, ou tout opérateur visé à l'article 13 du présent dispositif, peut acquérir ledit bâtiment, soit à la valeur fixée par les parties, soit par préemption au prix offert par un tiers acquéreur, soit au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement. Cette possibilité ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution de ce droit de préemption.

Art. 17. § 1^{er}. Les bénéficiaires de la subvention dont les bâtiments scolaires ont bénéficié d'une subvention en vertu du présent décret et pour lesquels l'affectation scolaire n'est plus rencontrée et/ou cède les bâtiments remboursent la subvention.

Le montant de la partie de la subvention à rembourser pour les locaux sera établi en fonction du nombre de m² désaffectés, déduction faite du nombre d'années d'occupation.

Chaque année d'occupation interviendra pour un trentième du montant de la subvention.

§ 2. Le bénéficiaire ne rembourse pas la subvention si :

- les locaux ont perdu leur destination scolaire suite à des circonstances indépendantes de sa volonté ou
- l'affectation scolaire par un établissement scolaire reconnu par la Communauté française est maintenue.

Le Gouvernement arrête le montant du recouvrement de la subvention sur base des éléments présentés par le bénéficiaire.

§ 3. Si le bénéficiaire ne rembourse pas, la Communauté française se fait rembourser sur un article créé à la section particulière du budget du ministère ayant la gestion de l'enseignement dans ses attributions en ayant recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

1° prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble ;

2° prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur ;

3° recouvrement par l'administration compétente du SPF Finances sur le patrimoine du pouvoir organisateur avec l'aide d'un notaire désigné à cet effet par le Gouvernement.

Art. 18. En cas de non-respect d'une des obligations prévues dans le présent chapitre, le bénéficiaire est tenu de rendre tout ou partie de la subvention.

Dans l'attente, les demandes de subvention ultérieures déposées par le même pouvoir organisateur sont irrecevables tant que le demandeur ne respecte pas ses obligations.

CHAPITRE VI. — *Modalités de liquidation*

Art. 19. Le Gouvernement arrête les modalités des liquidations par tranche de la subvention, celles-ci se faisant en 3 tranches :

1° de 50 pourcents à l'ordre de commencer les travaux, pour autant que l'accord ferme sur attribution ait été octroyé,

2° de 35 pourcents lorsque 50 pc des travaux sont réalisés,

3° de 15 pourcents, soit le solde au décompte final.

Le Gouvernement arrête les documents des demandes de liquidation. A défaut de dépôt des documents prévus dans ledit arrêté, la subvention n'est pas liquidée.

CHAPITRE VII. — *Des sociétés de gestion patrimoniale*

Art. 20. Pour bénéficier d'une subvention, supérieure à 446.189 euros indexés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2023, dans le cadre du présent dispositif, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, à l'exception des pouvoirs organisateurs organisant un établissement d'enseignement supérieur, doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires qui vont bénéficier du présent dispositif à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL, commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne, et ce pour une durée de 30 ans minimum à dater de l'octroi de l'accord ferme sur attribution.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial. La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article. Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives et transitoires*

Art. 21. L'article 9, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, est complété comme suit :

« 10° l'octroi de garantie de remboursement en capital, intérêt et accessoire des prêts contractés en vue de compléter le financement octroyé par le décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires ».

Art. 22. Dans l'article 10, § 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « et des subventions octroyées par le décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires » sont insérés entre les mots « plan de reprise et de résilience européen, » et les mots « et sous réserve des dispositions du décret du 24 juin 1996 ».

Art. 23. Par dérogation à l'article 5, § 1, 1°, 2°, 3° ou 4°, et § 2, sans préjudice des autres dispositions du présent décret, un bénéficiaire de la subvention dont le bâtiment a été touché par les inondations qui a déjà, déposé sa demande de permis d'urbanisme voire réalisé ses travaux, peut déposer sa candidature.

CHAPITRE IX. — *Disposition finale*

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mai 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. - Projet de décret, n° 527-1. - Amendement(s) en commission, n° 527-2 - Rapport de commission, n° 527-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 527-4

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 26 avril 2023



Attention, les valeurs reprises ci-dessous sont indicatives. Elles varient en fonction des matériaux utilisés réellement dans la composition de chaque paroi.

Type de paroi

Coefficient kj (ou U)

Fenêtre avec simple vitrage	6	W/m ² K
Fenêtre avec double vitrage traditionnel	3	W/m ² K
Fenêtre avec double vitrage HR	1,5	W/m ² K
Fenêtre avec triple vitrage	0,8	W/m ² K
Porte en bois	2,5	W/m ² K
Porte en aluminium isolé	1,5	W/m ² K
Mur plein de 29 cm	2,2	W/m ² K
Mur plein de 39 cm	1,8	W/m ² K
Mur creux non isolé	1,7	W/m ² K
Mur creux isolé existant	0,45	W/m ² K
Mur plein bardé non isolé	1,8	W/m ² K
Mur plein bardé isolé existant	0,5	W/m ² K
Mur de pierre non isolé de 30 cm	3,9	W/m ² K
Mur de pierre non isolé de 40 cm	3,5	W/m ² K
Mur de pierre non isolé de 50 cm	3,2	W/m ² K
Mur de pierre non isolé de 60 cm	2,9	W/m ² K
Mur de béton cellulaire de 25 cm (collé)	0,7	W/m ² K
Mur de béton cellulaire de 30 cm (collé)	0,6	W/m ² K
Mur de béton cellulaire de 35 cm (collé)	0,5	W/m ² K
Mur aux normes PEB 2015	0,24	W/m ² K
Mur "passif"	0,15	W/m ² K
Toiture plate en béton non isolée	2,8	W/m ² K
Toiture plate en béton isolée existante	0,45	W/m ² K
Toiture inclinée isolée (6 cm de laine)	0,6	W/m ² K
Toiture inclinée isolée (8 cm de laine)	0,45	W/m ² K
Toiture inclinée isolée (10 cm de laine)	0,37	W/m ² K
Toiture aux normes PEB 2015	0,24	W/m ² K

Toiture "passive"	0,1	W/m ² K
Plancher en bois de combles inoccupés non isolé	1,7	W/m ² K
Plancher en bois de combles inoccupés isolé existant	0,4	W/m ² K
Plancher en béton de combles inoccupés non isolé	2,6	W/m ² K
Plancher en béton de combles inoccupés isolé existant	0,4	W/m ² K
Plancher sur cave en béton non isolé	2	W/m ² K
Plancher sur sol en béton non isolé	3,2	W/m ² K
Plancher sur cave en béton isolé existant	0,7	W/m ² K
Plancher sur sol en béton isolé existant	0,9	W/m ² K
Plancher sur cave aux normes PEB 2015	0,3	W/m ² K
Plancher sur sol aux normes PEB 2015	0,3	W/m ² K
Plancher "passif"	0,15	W/m ² K

PRINCIPE remplir uniquement les cellules bleues, les cellules jaunes sont des calculs automatiques

valeur 0 ne valide pas le critère
valeur 1 valide le critère

1 Espaces disponibles sur l'IMPLANTATION concernée par le projet

SCORE 1 ramené sur 15 = $\frac{Q8+Q14}{36} * 15$

score intermédiaire = Q12

$S(C12=0;0;S((1/F12)+G12>12;12;S(F12=0;G12*10;(1/F12)+G12)))$

Surfaces normatives de l'implantation concernée (m²)	Surfaces réelles de l'implantation concernée (m²)	Ratio surface réelle/surface normative (%)								
<table border="1"> <tr> <td>sous condition de droit réel</td> <td>hors condition de droit réel</td> </tr> <tr> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </table>	sous condition de droit réel	hors condition de droit réel	0	0	<table border="1"> <tr> <td>sous condition de droit réel</td> <td>hors condition de droit réel</td> </tr> <tr> <td>$\frac{S((C12=0;0;(D12)/(C12)*4/3))}{(C12)*2/3}$</td> <td>$\frac{S((C12=0;0;(E12)/(C12)*2/3))}{(C12)*2/3}$</td> </tr> </table>	sous condition de droit réel	hors condition de droit réel	$\frac{S((C12=0;0;(D12)/(C12)*4/3))}{(C12)*2/3}$	$\frac{S((C12=0;0;(E12)/(C12)*2/3))}{(C12)*2/3}$	
sous condition de droit réel	hors condition de droit réel									
0	0									
sous condition de droit réel	hors condition de droit réel									
$\frac{S((C12=0;0;(D12)/(C12)*4/3))}{(C12)*2/3}$	$\frac{S((C12=0;0;(E12)/(C12)*2/3))}{(C12)*2/3}$									

FONCTIONS ABSENTES OU DÉFAILLANTES SUR L'IMPLANTATION

SITUATION EXISTANTE

Réfectoire, en ce compris les espaces cafétérias pour l'enseignement supérieur et de promotion sociale

L'implantation dispose-t-elle d'un réfectoire?	La surface est-elle < 3 100m² ou insuffisante pour min. 75% de la population scolaire concernée (à savoir: 5 classes moins de 300 élèves)?	Une cuisine doit être créée en annexe du réfectoire?
Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI
0	0	0

Blocs sanitaires

L'implantation dispose-t-elle de plusieurs blocs sanitaires?	Un de ces blocs est-il intégré au bâtiment candidat?	Une ventilation mécanique est-elle à installer ou est insuffisante (<25m³/h par WC)?	Au total de l'implantation, le nombre d'appareils sanitaires est-il insuffisant?
Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI
0	0	0	0

Salle de professeur et/ou de réunion

L'implantation dispose-t-elle d'une salle de professeur et/ou de réunion	La surface est-elle inférieure à l'équivalent de 1 m²/membre du personnel enseignant
Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI
0	0

Salle d'éducation physique/psychomotricité, sauf pour ce qui concerne l'enseignement supérieur

L'implantation dispose-t-elle d'une salle de gym ou psychomotricité?	La surface est-elle insuffisante en regard des normes physiques?
Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI
0	0

Bureau de direction

L'implantation dispose-t-elle d'un bureau de direction?	Le bureau est-il partagé avec d'autres membres du personnel administratif?	Est-il impossible de tenir une réunion "privative" dans le bureau?
Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI
0	0	0

Auditoire pour ce qui concerne l'enseignement supérieur

L'implantation dispose-t-elle d'un Auditoire?	La surface est-elle inférieure à l'équivalent de 2 m²/élève admis dans l'auditoire
Choisir 1 pour OUI	Choisir 1 pour OUI
0	0

PROJET

Le projet permettra-t-il la création d'un réfectoire de dimension appropriée avec, le cas échéant, une cuisine annexée?

Choisir 1 pour OUI

$S((D20)=0;4*P20;(((D20*1)+(F20*15)+(H20*10))/26)*4*P20)$

0

Le projet permettra-t-il la création ou rénovation d'un bloc sanitaire ventilé mécaniquement et en nombre suffisant?

Choisir 1 pour OUI

$S(((D24+F24)<2;0*P24;((H24*15)+(I24*25))/40)*4*P24)$

0

Le projet permettra-t-il la création ou l'adaptation d'une salle de professeur et/ou de réunion de dimension appropriée?

Choisir 1 pour OUI

$S((D28<1;2*P28;(((F28*20)/(20)*2*P28))$

0

Le projet permettra-t-il la création ou l'adaptation d'une salle de gymnastique/psychomotricité de dimension appropriée?

Choisir 1 pour OUI

$S(((D32+F32)=0;2*P32;((D32*1)+(F32*5))/6)*2*P32)$

0

Le projet permettra-t-il la création d'un bureau de direction de dimension appropriée permettant la tenue de réunion "privative"?

Choisir 1 pour OUI

$S((D36<1;2*P36;(((F36*20)+(H36*20))/40)*2*P36))$

0

Le projet permettra-t-il la création ou l'adaptation d'un auditoire de dimension appropriée?

Choisir 1 pour OUI

$S((D40<1;4*P40;(((F40*20)/(20)*4*P40)))$

0

score intermédiaire = SOMME(Q19-Q48)

2 **Etat du BATIMENT concerné par le projet**

← SITUATION EXISTANTE →

TECHNIQUES DU BATIMENT CONCERNÉ PAR LE PROJET

score intermédiaire =SOMME(Q58-Q82)

SCORE 2 =

=(Q54+Q84)

Chauffage

Age		Régulation		Combustible utilisé > 50% du total en chauffage		score	
Nombre de générateurs de chaleur pour le bâtiment concerné par la rénovation	Age du générateur de chaleur	Absence de sondes de température pour min 50% des émetteurs	Absence de vanne thermostatiques pour min 50% des émetteurs	décarboné (renouvelable)	carboné (non renouvelable)	score si 1 générateur	score si plus de 1 générateur
0	0	0	0	0	0	0	$=S((C59>1;0)*F59*1,15+(F59<1;0)*F65*1,15+(F59=1;0)*F65*1,15+(H59*15+(H59*15)/(H59*20))$

Eau Chaude Sanitaire

Type de production	
Quel est le plus gros demandeur en Eau Chaude Sanitaire?	Décarboné (Renouvelable)
0	0

Connectivité/réseau data

Est-ce qu'un réseau data est déployé sur moins de 50% de la surface	
en WIFI?	en ETHERNET?
0	0

Ventilation

Est-ce que le flux mécanique est absent d'un récupérateur de chaleur?	
Simple?	Double?
0	0

Le projet permettra-t-il la création ou l'adaptation d'une salle d'études de dimension appropriée?

Chaisir 1 pour OUI → 0

$=S((D44<1;4*(P44+(((F44*20))/20)*4*(P44)))$

Le projet permettra-t-il la création ou l'adaptation de salles de cours pratiques spécifiques permettant le maintien de l'option sur l'implantation?

Chaisir 1 pour OUI → 0

$=S((D48<1;0*(P48+(((D48*20)+(F48*20))/40)*2*(P48)))$

Le projet permettra-t-il le remplacement de l'installation intégrant une régulation moderne et un combustible décarboné?

Chaisir 1 pour OUI → 0

$=S(((I59+J59)>1;"choisir combustible carboné ou décarboné"; S(I/(C59>1;D59=0);"erreur d'encodage de l'âge"; S(I/(C59=1;E59=0);"erreur d'encodage de l'âge"; S(I/(K59+L59)<0;0); S(I/(K59+L59)/30*(P59))))$

Le projet permettra-t-il le remplacement de l'installation par un producteur performant et un combustible décarboné?

Chaisir 1 pour OUI → 0

$=S(((F64+G64+H64)>1;"choisir un seul type de production"; S(I/(C64+D64)<2;0; S(I/(I67<=64%;0;((E64*1)+(F64*10)+(G64*30)+(H64*20))/2000*(P64))))$

Le projet permettra-t-il le déploiement d'un réseau data WIFI ou ETHERNET couvrant tous les locaux pédagogiques du bâtiment?

Chaisir 1 pour OUI → 0

$=S(((C69+D69)<1;0*(P69+(((C69*10)+(D69*10))/20))$

Le projet permettra-t-il le déploiement d'une ventilation mécanique double flux avec récupérateur de chaleur couvrant tout le bâtiment?

Chaisir 1 pour OUI → 0

Toitures

$=SOMME(I15;I41)$	$=0$	$=0$	$=0$	$=B10n$ énergétique / I114	$=((G146)*(1+D146) * 20 + E146 * 50 + F146 * 35) / 10$	score de vétusté	$=151 * ((1 + D151) * 30 + E151 * 10 + F151 * 50 + G151 * 5) / (0 + H151 * 35) / I10$
Surface en m ²	Paroi préfabriquée		problème d'infiltration affectant min 50% de la surface	présence d'amiante affectant min 50% de la surface	problème de stabilité affectant min 50% de la surface	Dépédiments thermiques	score de vétusté
	avant 2010	après 2010					
$=SOMME(I15;I41)$	$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=B10n$ énergétique / I114	$=151 * ((1 + D151) * 30 + E151 * 10 + F151 * 50 + G151 * 5) / (0 + H151 * 35) / I10$

Choisir le % de surface de parois vers soit au locaux non chauffés renouvés

0%

Le projet permettra-t-il la rénovation et l'isolation des toitures de bâtiment (y compris les toitures déjà isolées après 2010?)

Choisir le % de surface de toitures renouvés

0%

$=S((D151+E151)=2; \text{le préfabriqué ne peut pas être d'avant et après 2010}^0; (I151 * P114))$

Parois intérieures verticales (cloisons, porteurs,....)

$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	score de vétusté	$=((C174 * 30 + D174 * 10 + E174 * 50 + F174 * 50 + G174 * 35) / 215 * 5)$
avant 2010	après 2010	présence d'amiante ascensionnelle affectant min 50% de la surface au rez	présence d'amiante affectant min 50% de la surface	problème de stabilité affectant min 50% de la surface	score de vétusté		
$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=0$	$=((C174 * 30 + D174 * 10 + E174 * 50 + F174 * 50 + G174 * 35) / 215 * 5)$	$=S((C174+D174)=2; \text{le préfabriqué ne peut pas être d'avant et après 2010}^0; H174 * P114)$

Choisir le % de surface de parois intérieures verticales renouvés

0%

Le projet permettra-t-il l'assainissement des parois intérieures verticales du bâtiment?

Choisir le % de surface de parois intérieures verticales renouvés

0%

Le projet permettra-t-il l'assainissement des parois intérieures horizontales du bâtiment ainsi que traitement acoustiques des plafonds?

Choisir le % de surface de parois intérieures horizontales renouvés

0%

$=S((C179+D179)=2; \text{le préfabriqué ne peut pas être d'avant et après 2010}^0; H179 * P179)$

Autoscore provisoire de PRIORISATION

$=S(((Q50+Q6)>=50; "50,00"; Q50+Q6) / 50,00$

Autoscore provisoire de priorisation reporter sur la plateforme

Vu pour être annexé au décret du XX XXXXXXX 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires

$=S((I186<=35\%;Feuil2IH2;S((Valorisation)I186>=65\%;Feuil2IH4;S((Valorisation)I186>=35\%;Feuil2IH3;S((Valorisation)I186>=65\%;Feuil2IH4;)))$

Annexe II - Chronologie des travaux énergétiques

Chronologie de Rénovation Énergétique

L'outil suivant, d'évaluation et de priorisation des travaux de rénovation énergétique, se veut général et indicatif et basé sur des constats standardisés. Seules les prescriptions majeures s'y trouvent. Pour de plus amples informations, référez-vous au document attaché intitulé 'Prescriptions et recommandations à mettre en œuvre lors d'une rénovation énergétique'. Veuillez également faire appel à des bureaux d'études spécialisés pour tout projet de grande ampleur.

N°	Description de la Mesure	Chronologie	Objectifs/valeurs qu'il est visé d'atteindre	Indicateur qualitatif de priorité	Indicateur qualitatif d'impact sur les émissions en CO2
Respect de la chronologie					
M0	Suivi de l'ordre chronologique	/	Cohérence énergétique de la rénovation	1	/
Comptabilité énergétique					
M1	Disposer d'une comptabilité énergétique normalisée et à jour.	/	Un suivi mensuel de la consommation. Une détection des consommations anormales.	1	3
M2	Installation de compteurs de passage par bâtiment, par vecteur énergétique et par utilisation (e.g. chauffage vs ECS), pour répondre, au minimum, à la réglementation PEB	S'engager à tenir une comptabilité énergétique. M2 peut interagir avec M11-M12-M13-M22-M22bis.	Disposer d'une comptabilité énergétique normalisée et à jour.	1	3
Enveloppe thermique					
M3	Isolation et étanchéité des toitures	Avoir réfléchi à tous les détails pour garantir une continuité de l'étanchéité à l'air et de l'isolation, en ce compris un futur raccord avec l'isolation et l'étanchéité de la façade. S'engager à des travaux prochains sur la ventilation. (voir M8) M3 interagit avec M5, et peut interagir avec M8 (étanchéité)-M10-M12-M21-M21bis (e.g. si des panneaux solaires sont posés).	U max de 0,15 W/(m ² .K), plus ambitieux que la législation PEB en Wallonie imposant actuellement une valeur seuil de 0,24 W/(m ² .K)	1	7
M3bis	Minimisation de l'impact environnemental des matériaux pour l'isolation et l'étanchéité des toitures (e.g. via une demande d'étude sur base de l'outil TOTEM)	Obligatoire en cas de mesure M3 (base de données de parois type sur https://www.totem-building.be/)	Prendre en compte l'énergie du cycle des vie des matériaux, ainsi que les autres impacts délétères sur l'environnement	1	4
M4	Remplacement par des fenêtres et/ou châssis performants et étanches, en gardant en tête les problèmes de surchauffe (cf. document annexe)	Prévoir de positionner les châssis pour faciliter l'isolation future de la façade. Pose simultanée de protections solaires en cas de façade exposée au Sud/Sud-Ouest M4 interagit avec M5.	La législation PEB impose une valeur U maximale de 1,1 W/(m ² .K) pour un vitrage uniquement, et une valeur de 1,5 W/(m ² .K) pour l'ensemble châssis et vitrage.	2	4
M4bis	Minimisation de l'impact environnemental des matériaux pour l'isolation et l'étanchéité des murs et châssis (e.g. via une demande d'étude sur base de l'outil TOTEM)	Obligatoire en cas de mesure M4 (base de données de parois type sur https://www.totem-building.be/)	Prendre en compte l'énergie du cycle des vie des matériaux, ainsi que les autres impacts délétères sur l'environnement	1	2
M5	Isolation et étanchéité des murs	Avoir isolé la toiture; Avoir réglé et pensé à tous les soucis d'humidité (notamment l'humidité ascensionnelle). Avoir prévu des travaux pour la ventilation pour garantir un air intérieur suffisamment sec et sain. (voir M9) M5 interagit avec M3-M4-M3.	U max de 0,15 W/(m ² .K), plus ambitieux que la législation PEB en Wallonie imposant actuellement une valeur seuil de 0,24 W/(m ² .K)	2	6
M5bis	Minimisation de l'impact environnemental des matériaux pour l'isolation et l'étanchéité des murs (e.g. via une demande d'étude sur base de l'outil TOTEM)	Obligatoire en cas de mesure M5 (base de données de parois type sur https://www.totem-building.be/)	Prendre en compte l'énergie du cycle des vie des matériaux, ainsi que les autres impacts délétères sur l'environnement	1	4
M6	Isolation et étanchéité des dalles de sol	Avoir isolé la toiture et remplacé les châssis et vitrages. Porter une attention aux câbles, tuyaux et à l'étanchéité à l'air.	U max de 0,2 W/(m ² .K), plus ambitieux que la législation PEB en Wallonie.	4	5
M6bis	Minimisation de l'impact environnemental des matériaux pour l'isolation et l'étanchéité des dalles de sol (e.g. via une étude sur base de l'outil TOTEM)	Obligatoire en cas de mesure M6 (base de données de parois type sur https://www.totem-building.be/)	Prendre en compte l'énergie du cycle des vie des matériaux, ainsi que les autres impacts délétères sur l'environnement	1	2
M7	Réaliser un audit des matériaux qui pourraient être réemployés, passer par une entreprise d'économie circulaire, et utiliser des matériaux issus de filières de réemploi	/	Favoriser l'économie circulaire	2	3
Ventilation					
M8	Lancer une étude pour un système de ventilation répondant aux normes	Si M3 et/ou M4 et/ou M5 et/ou M6		1	2
M9	Installation d'un système de ventilation contrôlée, en gardant en tête les problèmes de surchauffe (en mettant un éventuel by-pass ou en incluant la ventilation au refroidissement) en passant par un bureau d'études spécialisé	Avoir réfléchi aux problèmes potentiels (thermiques, acoustiques, d'humidité); Concevoir des réseaux sans fuite, avec des conduits larges et rigides pour limiter les pertes de charge à maximum 1 Pa/m et une vitesse de maximum 7m/s. M9 dépend de M3 à M6 et impacte M11 et M29	Viser une concentration intérieure de 900 ppm de CO ₂ avec des dépassements temporaires jusqu'à 1200 ppm maximum.	3	3

M9bis	Optimisation du système par contrat d'entretien annuel de l'installation et régulation	/	Éviter l'accumulation de poussières, garantir l'efficacité des filtres, de l'échangeur, des débits	3	2
M10	Projet d'utilisation rationnelle (/ / régulation) de la ventilation	En présence d'un système de ventilation contrôlée	Garantir un débit de ventilation égal aux besoins (et non plus important). Ventiler uniquement en présence de personnes.	1	2
Chauffage					
M11	Remplacement par des sources 'renouvelables' (privilégier des installations peu puissantes, réactives, permettant une régulation locale)	Avoir une enveloppe thermique très performante. Avoir fait réaliser une étude par un bureau d'études. M11 dépend de M3 à M6 et peut interagir avec M22-M22bis.	Amélioration du système de chauffage. Favoriser les SER	5	7
M12	Chauffage par réseau de chaleur performant alimenté en biomasse, biogaz, ou en chaleur fatale	/	Favoriser les réseaux de chaleur, à grand potentiel renouvelable	5	7
M12bis	Chauffage par réseau de chaleur performant alimenté en gaz	/	Favoriser les réseaux de chaleur, à grand potentiel renouvelable	6	6
M13	Remplacement de la chaudière par une chaudière gaz à condensation à haut rendement, avec un brûleur modulant sur une large plage de puissance	Disposer d'une enveloppe thermique performante. (Ou prouver, sur base de calculs, l'intérêt de remplacer la chaudière avant les actions sur l'enveloppe.) Avoir calculé les besoins en chaleur et dimensionné la chaudière sur base d'un mètre de l'enveloppe thermique, des températures (intérieure et extérieure), de l'étanchéité et des émetteurs. Avoir pris en compte le découplage ou couplage avec l'eau chaude sanitaire (e.g. chaudière à deux retours). M12 dépend de M3 à M6 et peut interagir avec M22-M22bis.	Amélioration du système de chauffage.	7	6
M14	Rénovation complète du système de chauffage, en ce compris l'hydraulique (privilégier des installations peu puissantes, réactives, permettant une régulation locale)	Avoir une enveloppe thermique très performante; Avoir fait réaliser une étude par un bureau d'études. Concernant l'hydraulique, mettre un circulateur à vitesse variable en amont d'une éventuelle bouteille casse-pression pour éviter des retours chauds défavorables à la condensation; Supprimer si possible les collecteurs bouclés. Éviter les vannes 3 voies diviseuses (et contrôler le débit avec un circulateur à vitesse variable). M13 dépend de M3 à M6 et peut interagir avec M22-M22bis.	Optimisation des installations.	5	7
Actions de limitation de la consommation (régulation,...)					
M15	Isolation des conduites, coudes, vannes, chaudière	/	Temps de retour de l'ordre de 2 ans pour les conduites et de l'ordre de 6 ans pour les vannes.	1	3
M16	Dégager tous les émetteurs	/	Ne pas entraver l'émission de chaleur.	1	1
M17	Placer des panneaux isolants (1/2 cm d'épaisseur) recouverts d'aluminium à l'arrière des radiateurs (dans le cas de murs non isolés)	/	Temps de retour inférieur à 2 ans pour des bâtiments mal isolés.	1	1
M18	Prévoir une maintenance de l'installation de chauffage (en ce compris l'émission)	/	Détecter les dysfonctionnements.	1	2
M19	Placer un (ou des) régulateur(s) climatique(s) pour être capable de piloter la chaudière en température glissante	/	Diminuer la température de l'eau et donc les consommations (+ favoriser la condensation).	1	3
M20	Installer des vannes thermostatiques programmables correctement positionnées	/	Régulation locale.	1	3
M21	Ne pas maintenir une température élevée (mais supérieure à 12°C) en périodes d'occupation, et éteindre (si ECS indépendant) la chaudière hors saison de chauffe	/	Profiter des gains de l'intermittence.	1	3
M22	Installer des circulateurs à vitesse variable et/ou diminuer la vitesse des circulateurs à plusieurs vitesses déjà installés	Supprimer le bypass probablement présent.	Éviter les pertes de charge.	1	2
Eau chaude sanitaire (ECS)					
M23	Établissement avec d'importantes consommations d'ECS (e.g. vestiaires de sport, piscine, cuisines collectives,...); Rénovation du système ECS en privilégiant les énergies renouvelables	Avoir fait réaliser une étude par un bureau d'études; Avoir pris en compte le découplage ou couplage avec le système de chauffage; Avoir réfléchi au choix du système (centralisé/décentralisé, production instantanée ou à (semi-accumulation). M22 peut interagir avec M11-M12-M13.	Amélioration du système ECS.	5	5
M23bis	Établissement avec des consommations d'ECS modérées; Rénovation du système ECS en privilégiant les énergies renouvelables	Avoir fait réaliser une étude par un bureau d'études; Avoir pris en compte le découplage ou couplage avec le système de chauffage; Avoir réfléchi au choix du système (centralisé/décentralisé, production instantanée ou à (semi-accumulation). M22 peut interagir avec M11-M12-M13.	Amélioration du système ECS.	7	3
Actions de limitation de la consommation (régulation,...)					
M24	Ne fournir de l'eau chaude que là où elle est utile	/	Limiter les besoins en eau chaude.	1	3

M25	Limiter les débits en limitant les pressions	/	Limiter les besoins en eau chaude.	1	4
M26	Limiter les temps et températures de puisage	/	Limiter les besoins en eau chaude.	1	3
M27	Isoler les conduites, pompes, vannes, échangeurs, ballons,...	/	Temps de retour inférieur à 6 ans.	1	2
Électricité					
M28	Projet de re-lighting	S'engager à maintenir l'aménagement intérieur constant pour une période de 10 ans minimum.	Diminution des consommations. Utilisation rationnelle de l'éclairage. Amélioration du confort et de la performance visuels.	3	5
M28bis	Considérer le Laas (Light as a Service)		Favoriser la servicisation et la circularité.	3	5
M29	Présence d'un système de production d'électricité par SER (panneaux photovoltaïques, cogénération bio-sourcée) pour minimum 25% de la consommation électrique et/ou fournisseur d'électricité verte (avec garantie d'origine)	Interaction avec l'isolation du toit en cas d'installation de panneaux, interaction avec le système de chauffage en cas de cogénération	Favoriser les énergies renouvelables	2	5
Surchauffe et production de froid					
M30	Protections solaires (casquettes, marquises, screens, stores,...)	Obligatoire pour les façades Sud/Sud-Ouest en cas d'application de la mesure M4	Éviter autant que possible le recours à la climatisation	2	3
M31	Implémentation d'une stratégie de refroidissement naturel (ou semi-naturel) : free-cooling, slab-cooling, free-chilling, intégration d'air frais extérieur dans la climatisation	Étude à réaliser obligatoirement en lien avec la mesure M9 si l'étude PEB reflète un risque de surchauffe	Éviter autant que possible le recours à la climatisation	2	3
Actions de limitation de la consommation (en cas de présence d'une installation de production de froid rendue absolument nécessaire par l'activité du lieu)					
M32	Réguler le débit d'air neuf pulsé en fonction des besoins	/	Limiter les consommations liées à la production de froid	1	3
M33	Définir une plage d'humidité (e.g. entre 35% et 70%) dans laquelle l'air n'est ni humidifiée, ni déshumidifiée	/	Limiter les consommations liées à la production de froid	1	3
M34	Définir une plage de températures (e.g. entre 18°C et 26°C) dans laquelle l'air n'est ni chauffé, ni refroidi	/	Limiter les consommations liées à la production de froid	1	3
M35	Privilégier autant que possible une température haute à l'évaporateur et une température basse au condenseur	/	Limiter les consommations liées à la production de froid	1	3

Vu pour être annexé au décret du XX XXXXXXX 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42296]

27 APRIL 2023. — Decreet betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° Elektronisch platform : het platform via hetwelk de kandidaturen door de kandidaten worden ingediend;
- 2° de dienst van de Regering : de dienst van de Franse Gemeenschap die door de Regering wordt aangewezen;
- 3° kandidaat : elke inrichtende macht die onder het toepassingsgebied van deze bepaling valt en die een subsidieaanvraag indient in het kader van dit decreet;

4° begunstigde : de inrichtende machten van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, het hoger onderwijs buiten de universiteit, het hoger onderwijs voor sociale promotie, de psycho-medisch-sociale centra, de internaten of opvangtehuizen van het gewoon en gespecialiseerd basis-, secundair en hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die akkoord om in aanmerking te komen, hebben gekregen;

5° gebouw : het bebouwde volume, met uitzondering van een ruïne, bepaald door verticale, horizontale en/of schuine verlieswanden die het geheel of een deel van een gebouw geheel vormen; het type dak, de vloeroppervlakte of de onderbreking van de uitlijning zijn elementen waardoor een deel van het gebouwde geheel als "gebouw" kan worden beschouwd;

6° gebouw getroffen door overstromingen : het bestaande schoolgebouw dat ernstige infrastructurele schade heeft opgelopen en dat gelegen is in een door de overstromingen van juli 2021 getroffen gebied, bedoeld in de volgende reglementaire teksten :

a) in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend ;

b) in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 26 augustus 2021 tot uitbreiding van de algemene natuurramp wegens de overstromingen die zich hebben voorgedaan van 14 tot 16 juli 2021 ;

c) in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt.

Onder ernstige infrastructurele schade wordt verstaan meer structurele investeringen die een bouwvergunning, herstructurering, ingrijpende renovatie en/of wederopbouw vereisen, met uitzondering van de werken bedoeld in artikel 21.5 van het programmadecreet van 15 december 2021 houdende diverse bepalingen bij de begroting 2022 ;

7° speciale technieken :

- a) ventilatiesystemen ;
- b) airconditioningssystemen ;
- c) verwarmings- en warmwatersystemen;
- d) systemen voor elektriciteitsopwekking en -opslag, met inbegrip van alle andere daarmee verband houdende apparatuur;
- e) een combinatie van de systemen bedoeld onder de punten a) tot d);

8° infrastructurele samenwerking tussen netten of tussen inrichtende machten : het delen van schoolruimten in het (de) gesubsidieerde gebouw(en) en in de gebieden waaraan wordt gewerkt, en dit :

- a) tijdens de schoolperiodes (lessen) en
- b) op regelmatige basis tijdens het schooljaar en
- c) door leden van het onderwijzend personeel en/of leerlingen, studenten en
- d) tussen inrichtende machten van een ander net of van hetzelfde net;

9° zelfscore: score die een dossier heeft behaald bij het indienen van zijn kandidatuur op het daartoe bestemde elektronische platform. Deze score wordt verkregen door alle punten op te tellen die zijn verkregen door al dan niet te voldoen aan elk van de prioriteitscriteria. Deze score wordt automatisch bepaald door het elektronische platform op basis van de door de kandidaat ingevoerde gegevens;

10° snelle hergebruiksaudit: een verslag waarin alle elementen van de sloop- of renovatiewerken worden opgesomd die in aanmerking komen voor hergebruik bij de geplande wederopbouw. De precieze elementen en nadere regels voor uitvoering worden door de regering bepaald.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de Franse Gemeenschap wat betreft investeringen in onroerend goed in het niet-universitair onderwijs die zij organiseert of subsidieert.

De Regering is bevoegd om de verschillende opdrachten bedoeld in dit decreet uit te voeren.

HOOFDSTUK II. — *Oproepen tot projecten en doel van de subsidie**Afdeling I. — Oproepen tot projecten*

Art. 3. § 1. Om de middelen toe te kennen die voorzien zijn in de dienst met boekhoudkundige autonomie ingesteld bij artikel 20 van het programmadecreet van 14 december 2022 houdende diverse bepalingen bij de initiële begroting 2023, zoals die in 2022 is uitgetrokken, publiceert de regering de oproepen tot projecten die gericht zijn tot alle inrichtende machten zoals volgt :

1° de eerste oproep tot projecten heeft betrekking op de begunstigden opgenomen in artikel 1, 4°, met uitzondering van het hoger onderwijs buiten de universiteiten. Deze oproep tot projecten wordt tussen 1 mei en 30 juni 2023 gelanceerd en bedraagt 300.000.000 euro ;

2° de tweede oproep tot projecten heeft betrekking op het hoger onderwijs buiten de universiteiten en het hoger onderwijs voor sociale promotie. Deze oproep wordt in de loop van het 4de kwartaal 2023 gelanceerd en bedraagt 200.000.000 euro ;

3° de derde oproep tot projecten heeft betrekking op de begunstigden opgenomen in artikel 1, 4°, met uitzondering van het hoger onderwijs buiten de universiteiten. Deze oproep tot projecten wordt in de loop van het eerste kwartaal 2024 gelanceerd en bedraagt 200.000.000 euro ;

4° de vierde oproep tot projecten heeft betrekking op de begunstigden opgenomen in artikel 1, 4°, met uitzondering van het hoger onderwijs buiten de universiteiten. Deze oproep tot projecten wordt in het 4de kwartaal 2024 gelanceerd en heeft een bedrag dat gelijk is aan het saldo van de enveloppe beschikbaar voor dit uitzonderlijke investeringsplan, met uitzondering van de middelen die eventueel niet zijn toegewezen in het kader van de oproep tot projecten bedoeld in punt 2.

Een of meer andere oproepen tot projecten wordt (en), in voorkomend geval, gelanceerd naar gelang van het saldo van de hierboven bedoelde enveloppen en gericht op de begunstigden vermeld in artikel 1, 4°, met uitzondering van het hoger onderwijs buiten de universiteiten en het hoger onderwijs voor sociale promotie. Voor het saldo van de tweede oproep tot projecten wordt, indien nodig, een specifieke oproep gelanceerd voor dezelfde begunstigden als die vermeld in 2°.

De volledige kandidatuur dossiers worden binnen drie maanden na de lancering van de bovengenoemde oproepen tot projecten ingediend. Deze termijn wordt opgeschort tijdens de zomer- en wintervakanties die van toepassing zijn in het leerplichtonderwijs.

Wat meer specifiek het onderwijs voor sociale promotie betreft, wanneer een inrichtende macht een kandidatuur wenst in te dienen voor een vestigingsplaats waar hij zowel het secundair onderwijs voor sociale promotie als het hoger onderwijs voor sociale promotie organiseert, dient de inrichtende macht een kandidatuur in voor de oproep (en) tot projecten die betrekking heeft (hebben) op het niveau (secundair of hoger) waarvoor hij in het jaar 2019 voor het geheel van zijn inrichting de meeste lestijden-leerlingen heeft.

§ 2. Een kandidaat die zijn kandidatuur heeft ingediend voor een oproep tot projecten bedoeld in paragraaf 1 kan zijn kandidatuur indienen voor een of meer volgende oproep(en) tot projecten indien hij geen toestemming heeft gekregen om voor hetzelfde doel van de werken in aanmerking te komen. Bij het indienen van deze eventuele latere kandidatuur kan de kandidaat in ieder geval, indien nodig, zijn oorspronkelijke kandidatuur hernemen of wijzigen ten behoeve van deze latere oproep(en).

Als een kandidaat een akkoord krijgt om in aanmerking te komen voor een oproep tot projecten en vóór de ontvangst van het akkoord om in aanmerking te komen een kandidatuur heeft ingediend voor een andere volgende oproep tot projecten voor dezelfde werken, wordt de kandidatuur automatisch geschrapt.

Een kandidaat kan indien nodig besluiten zijn kandidatuur in te trekken.

Een begunstigde van een subsidie kan te allen tijde besluiten van zijn dossier af te zien. Hij stelt de dienst van de Regering van zijn beslissing in kennis.

§ 3. Onverminderd het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, dient de kandidaat zijn kandidatuur dossier in op het daartoe gecreëerde elektronische platform.

De kandidaat mag na de uiterste datum voor de indiening van kandidaturen geen aanvullende stukken aan het dossier toevoegen.

De kandidaat voldoet in voorkomend geval aan de prioriteitscriteria bedoeld in artikel 8. Als de kandidaat aan deze prioriteitscriteria voldoet, krijgt hij een "voorlopige zelfscore" die automatisch door het elektronische platform wordt gegenereerd.

Overeenkomstig artikel 9 wordt een lijst van alle kandidaturen in voorlopige orde opgesteld door de dienst van de regering via het elektronische platform na het verstrijken van de termijn voor het indienen van kandidaturen.

Kandidaturen in voorlopige volgorde ten opzichte van het beschikbare bedrag voor de oproep tot projecten worden door de dienst van de regering gecontroleerd en leiden eventueel tot een verlaging van de "voorlopige zelfscore". De dienst van de regering voert de eindscore in de toepassing in. De eindscore mag niet hoger zijn dan de "voorlopige zelfscore".

Afdeling II. — Doel van de subsidie

Art. 4. § 1. Onverminderd de voorwaarden om in aanmerking te komen bedoeld in artikel 7, worden bedoeld in dit decreet, de volgende werken :

1° de renovatie van een gebouw dat voor schooldoeleinden wordt of zal worden gebruikt, in voorkomend geval met inbegrip van een vergroting van de oppervlakte van het schoolgebouw.

Behalve in het geval dat een werkplanning is opgesteld naar aanleiding van een goedgekeurde audit of bijzondere technische omstandigheden, moeten de renovatiewerken de chronologische volgorde volgen zoals bepaald in de chronologie van de werken bedoeld in bijlage II van dit decreet;

2° indien renovatie om technische, pedagogische en/of financiële behoorlijk gemotiveerde redenen niet mogelijk of redelijk is, komt een volledige of gedeeltelijke afbraak van een schoolgebouw en de wederopbouw ervan (eventueel met inbegrip van een vergroting van de oppervlakte van het schoolgebouw) voor subsidiëring in aanmerking. De wederopbouw moet ten goede komen aan dezelfde school als die waar het gesloopte gebouw staat.

Onder afbraak wordt ook verstaan de verwijdering van geprefabriceerde modules buiten de betrokken schoolvestiging. Onder gedeeltelijke afbraak wordt verstaan ten minste 65% van het bouwvolume.

De onmogelijkheid of onredelijkheid van de renovatie moet bij de kandidaatstelling naar behoren worden gemotiveerd;

3° naast de werken bedoeld in de punten 1 of 2 is een capaciteitsuitbreiding in het kader van dit decreet toegestaan indien het project zich op het tijdstip van de uiterste datum voor de indiening van de kandidatuur bevindt in een spanningszone, zoals laatstelijk vastgesteld door de regering, en op voorwaarde dat het project niet meer plaatsen creëert dan de vastgestelde behoefte om de buffer van 10% in de betrokken zone te bereiken. Inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs, voor onderwijs voor sociale promotie en/of voor hoger onderwijs waarvoor deze zones niet van toepassing zijn, mogen hun opvangcapaciteit vergroten.

§ 2. Indien de werken betrekking hebben op verschillende niet-aaneengesloten gebouwen op dezelfde vestigingsplaats of op verschillende vestigingsplaatsen, moet een kandidaat meerdere kandidaturen indienen.

De afbraak van een gebouw zonder herbouw, naast het doel van de werken, met het oog op sanering van een gevaarlijke of ongezonde situatie op de betrokken vestigingsplaats wordt in de kandidatuur meegenomen en in aanmerking genomen voor subsidiëring in het investeringsbedrag.

Indien de werken aangrenzende gebouwen betreffen, kan een kandidaat één of meer kandidaturen indienen. Voor een bestaand gebouw kan echter slechts één kandidatuur binnen dezelfde oproep tot projecten worden ingediend.

HOOFDSTUK III. — Nadere regels voor het opvolgen van dossiers en projecten
projecten, voorwaarden voor inaanmerkingneming, prioriteitscriteria en rangschikking van projecten

Afdeling I. — Nadere regels voor het opvolgen van dossiers en projecten

Art. 5. § 1. De stappen in de procedure voor de indiening en het opvolgen van projecten zijn als volgt :

1° a) indiening van de kandidatuur ;

b) in voorkomend geval, toekenning van een akkoord voor inaanmerkingneming ;

2° a) indiening van het dossier in de projectfase,

b) in voorkomend geval, toekenning van een principeakkoord over het project. Indien een begunstigde reeds een bouwvergunning heeft ingediend of verkregen, verbindt hij zich ertoe zijn aanvraag te wijzigen indien niet aan de voorwaarden van de artikelen 7 en 8 wordt voldaan;

3° a) indiening van het dossier in de fase van de gunning van de opdracht;

b) in voorkomend geval, toekenning van een vast akkoord over de gunning. Dit akkoord houdt de machtiging in om de overheidsopdracht voor werken aan de gekozen inschrijver(s) aan te melden;

4° indiening van de aanvragen tot betaling van de subsidie en de eindafrekening.

De indiening van dossiers in de verschillende fasen gebeurt via het elektronische platform bedoeld in artikel 3, § 3.

In het kader van dit mechanisme kan geen kandidatuur worden ingediend voor een dossier dat reeds een toezegging of een subsidieovereenkomst geniet voor hetzelfde doel van werken, in welk stadium dan ook, in het kader van het financieringsmechanisme geregeld bij het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht. Om een kandidatuur te kunnen indienen voor een dossier waarvoor reeds een toezegging of een subsidieovereenkomst is, geheel of gedeeltelijk, van hetzelfde doel van werken, in welk stadium dan ook, in het kader van het financieringsmechanisme geregeld bij het decreet van 30 september 2021 betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht, is vereist dat de kandidaat uiterlijk op de uiterste datum voor de oproep tot projecten en per aangetekende brief aan de Regering meedeelt dat hij afziet van zijn toezegging of overeenkomst tot subsidiëring. Bij gebreke daarvan wordt de kandidatuur ingediend in het kader van dit decreet niet in aanmerking genomen.

§ 2. De begunstigde verliest alle rechten op de subsidie indien hij de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken aanmeldt voordat de regering haar vaste akkoord over de gunning heeft gegeven.

De regering kan evenwel afwijkingen toestaan op basis van een met redenen omkleed verzoek van de begunstigde. Dit verzoek om een afwijking kan alleen worden gedaan in het kader van investeringen met een uiterst dringend karakter en op voorwaarde dat de dienst van de regering schriftelijk toestemming heeft gegeven om met de werken te beginnen.

Deze afwijkingen beogen het behoud van het recht op subsidies, maar vormen geen vaste verbintenis van de Regering om in te grijpen.

De Regering beslist over de nadere regels voor de toezending van verzoeken om afwijking en de toekenning van de afwijking.

§ 3. Met de begunstigde worden ondersteunende en technische controlevergaderingen gehouden om het project te volgen vanaf de inaanmerkingneming van het project tot de afbetaling van de subsidie.

Deze vergaderingen hebben tot doel de dienst van de regering in staat te stellen om

1° na te gaan of de begunstigde van de subsidie de verplichtingen van dit decreet, de voorwaarden voor de inaanmerkingneming en, in voorkomend geval, de criteria voor de prioriteit van het project naleeft ;

2° alsook om de begunstigde van de subsidie alle nuttige expertise op het gebied van schoolgebouwen ter beschikking te stellen.

Aan deze vergaderingen nemen ten minste één vertegenwoordiger van de dienst van de regering, de begunstigde en, in voorkomend geval, de auteur van het project deel.

De organisatie en het houden van deze vergadering worden beoordeeld door de dienst van de regering. Indien de dienst van de regering van oordeel is dat de vergadering niet nodig is gezien de elementen in het dossier, doet dit geen afbreuk aan het dossier van de aanvrager.

Art. 6. De Regering stelt het volgende vast :

1° de nadere regels voor de indiening en onderzoek van subsidieaanvragen voor elk van de in artikel 5, § 1, bedoelde fasen, met inbegrip van de in acht te nemen termijnen en de mogelijkheid om van deze termijnen af te wijken, en

2° de documenten of gegevens die moeten worden verstrekt om de Franse Gemeenschap in staat te stellen de kandidaturen en dossiers te controleren, met dien verstande dat de bestuurshandelingen met individuele overeenkomsten aanvullende documenten kunnen nader bepalen.

Afdeling II. — Voorwaarden voor de inaanmerkingneming van kandidaturen

Art. 7. Komen in aanmerking de kandidaturen die bij de indiening van de kandidatuur bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, a) voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° een beschrijving van de voorgestelde werken indienen;

2° de schoolgebouwen vermelden;

3° de uit te voeren werken, constructies en uitbreidingen inbegrepen, voldoen aan de materiële en financiële normen vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

4° de werken moeten de energieprestaties van het gebouw verbeteren door ten minste 35% van de muuroppervlakken met warmteverlies te beïnvloeden.

Indien de begunstigde van de subsidie de speciale technische installaties geheel of gedeeltelijk wil installeren en/of vervangen, moet de verbetering van de energieprestatie van het gebouw gevolgen hebben voor ten minste 65% van de warmteverliesoppervlakken.

De warmteverlieswand(en) die reeds na 2010 is (zijn) gerenoveerd, kan (kunnen) worden opgenomen in de berekening van één van de bovengenoemde percentages. De renovatie van werken uitgevoerd na 2010 moet worden aangetoond, ten laatste op het moment van de vaste overeenkomst over de gunning, door het voorleggen van bewijsstukken die door de regionale EPB-wetgeving aanvaardbaar worden geacht (protocol voor gegevensverzameling).

De percentages bedoeld in het eerste en tweede lid worden aangetoond op basis van de in het elektronische platform ingevulde gegevens, aangevuld op basis van vereenvoudigde plannen van het gebouw die op een representatieve schaal zijn geëvalueerd (ten minste plannen en gevels), met uitzondering van geprefabriceerde gebouwen die moeten worden gesloopt, waarvoor de plannen beoordeeld mogen zijn, maar niet op schaal.

Bij de installatie of vervanging van verwarmingsinstallaties geeft de begunstigde de voorkeur aan installaties met een koolstofvrij karakter. Onder koolstofvrije installatie wordt verstaan de uitsluiting van fossiele energie zoals stookolie, kolen of gas niet als brandstof. In geval van onmogelijkheid kan een afwijking worden aangevraagd. De regering stelt de nadere regels en de voorwaarden voor deze afwijking vast;

5° zich ertoe verbinden om, op basis van het door de regering bij de oproepen tot projecten meegedeelde instrument (totem), het milieueffect te beoordelen van het gebouw of de gebouwen waarvoor de subsidie wordt toegekend:

i. in hun huidige staat en

ii. in gesloopte toestand, voorkomend geval, en

iii. in de geplande staat, met inbegrip van het nieuwe project in geval van wederopbouw;

De kandidaat levert het bewijs van deze volledige beoordeling in een fase bedoeld in artikel 5, § 1. De Regering bepaalt de bedoelde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

6° indien het om een herbouwing gaat, de NZEB (Nearly Zero Energy Building) min 20%-norm bereiken volgens de gewestelijke regelgeving die van toepassing is op één van de fasen bedoeld in artikel 5, § 1. De Regering bepaalt de betrokken fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

7° zich ertoe verbinden een gestandaardiseerde energieboekhouding bij te houden voor het gebouw waarvoor de subsidie wordt toegekend en het bewijs ervan te leveren in een fase bedoeld in artikel 5, § 1. Onder gestandaardiseerde energieboekhouding wordt verstaan een beheersinstrument uitgedrukt in graaddagen op een 15/15-basis dat het mogelijk maakt de verbruiksgegevens van de verwarmingsinstallaties voor een kalenderjaar dagelijks te registreren, te verwerken en te analyseren om hun evolutie te volgen. De regering bepaalt de bedoelde fase en de voorwaarden van deze voorwaarde;

8° voor het onderwijs waarop de gemeenschappelijke kern betrekking heeft : zich ertoe verbinden om in een fase bedoeld in artikel 5, § 1, een infrastructureel kader (lokalen/uitrusting) aan te bieden dat geschikt is voor de inzet van manuele technische, technologische en digitale vorming, culturele en artistieke vorming en/of differentiatie en gepersonaliseerde ondersteuningssystemen, nodig voor de uitvoering van de gemeenschappelijke kern zoals bedoeld in het wetboek voor het onderwijs op infrastructureel niveau.

De regering bepaalt de fase en de nadere regels van deze voorwaarde in overeenstemming met het soort werk;

9° zich ertoe verbinden om, voor een in artikel 5, § 1, bedoelde fase, een benadering van ruimteverdeling op gang te brengen en het bewijs van deze benadering te leveren (details over de lokalen van het project om ruimte te delen, de omringende sociaal-culturele en sportieve context, ander type onderwijs, ...) of, in voorkomend geval, de redenen waarom ze niet uitgevoerd wordt. De Regering beslist over de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde.

Onder ruimteverdeling wordt verstaan de toename van de bezetting van het schoolgebouw waarvoor subsidie wordt verleend in de ruimtes waar de werken worden uitgevoerd en dit :

- in termen van tijd en mensen,

- op regelmatige/herhaalde basis en

- buiten de schoolperiodes van het betrokken onderwijs (schooltijden).

Activiteiten die worden gesubsidieerd in het kader van artikel 35 van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, komen niet voor subsidie in aanmerking.

10° zich ertoe verbinden deel te nemen aan deze benadering, in een fase bedoeld in artikel 5, § 1, van infrastructurele samenwerking tussen netwerken of inrichtende machten, en het bewijs leveren van deze benadering (details over de lokalen van het samenwerkingsproject, de omringende schoolcontext, ...) of, in voorkomend geval, de redenen waarom ze niet uitgevoerd wordt. De regering beslist over de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

11° zich ertoe verbinden werken uit te voeren die een gebouw opleveren dat voldoet aan de connectiviteitseisen door in het project, afhankelijk van de aard van de werken, een bekabelde en/of draadloze verbinding te integreren voor alle pedagogische ruimten en waarvan de verificatie plaatsvindt in een fase bedoeld in artikel 5, § 1. De Regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

12° zich ertoe verbinden om op basis van het voorontwerp een toegankelijkheidsaudit te laten uitvoeren en om in een fase bedoeld in artikel 5, § 1, werken uit te voeren met het oog op de aanpassing van een schoolgebouw aan personen met beperkte mobiliteit en aan inclusief onderwijs. De werken voor de aanpassing van de infrastructuur volgen de aanbevelingen van de audit, voor zover het gaat om het gebouw waarop de werken betrekking hebben, tenzij een technische of financiële afwijking bij de dienst van de regering naar behoren wordt gemotiveerd. De Regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

13° in voorkomend geval, zich ertoe verbinden alle asbesttoepassingen die door of tijdens de renovatie- of afbraakwerken van het gesubsidieerde gebouw worden aangetast, te verwijderen overeenkomstig het asbestinventarisatie- en beheersprogramma opgesteld overeenkomstig boek VI - titel 3 van het Wetboek betreffende het welzijn op het werk. De verificatie van deze voorwaarde gebeurt in een fase bedoeld in artikel 5, § 1. De Regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde;

14° zich ertoe verbinden een snelle hergebruiksaudit in te dienen. Onder "snelle hergebruiksaudit" wordt verstaan de inventaris van de materialen die in het gebouw of de vestigingsplaats kunnen worden hergebruikt. Deze snelle hergebruiksaudit moet worden ingediend in een fase bedoeld in artikel 5, § 1. Indien uit deze hergebruiksaudit een potentieel voor hergebruik blijkt, moet worden toegezegd dat ten minste 5% (in gewicht) van de materialen met dit potentieel zal worden hergebruikt. Deze voorwaarde is niet van toepassing indien er geen sprake is van deconstructie. Onder deconstructie wordt verstaan de sloop van een gebouw of de deconstructie van muren met warmteverlies om alleen het structurele geraamte te behouden. De regering bepaalt de beoogde fase en de nadere regels voor deze voorwaarde.

15° zich ertoe verbinden de gemineraliseerde oppervlakte niet te vergroten, behalve in geval van uitbreiding van de bebouwde oppervlakte van de scholen zoals bepaald in artikel 4, § 1, en de vergroening en herbegroeiing van de ruimten aan te moedigen. De Regering bepaalt in welke fase en onder welke nadere regels deze voorwaarde wordt geverifieerd.

De niet-naleving van de voorwaarden om in aanmerking te worden genomen bij de kandidatuur of bij een later stadium bedoeld in artikel 5, § 1, leidt tot intrekking van het akkoord om in aanmerking te worden genomen .

Afdeling III. — Prioriteitscriteria van de kandidaturen

Art. 8. § 1 In geval van onvoldoende middelen binnen dezelfde oproep tot projecten worden de dossiers, indien nodig, geprioriteerd op basis van de volgende criteria en wegenen :

1° de beoorderling van de staat van het gebouw : 50 punten :

De objectieve evaluatie van de beoorderling van de staat van het bestaande gebouw wordt uitgevoerd door de administratie aan de hand van bijlage I (instrument voor de beoorderling van de staat van het gebouw) bij dit decreet. Deze moet worden ingevuld door een door de kandidaat aangewezen technicus, op basis van vereenvoudigde plannen van het gebouw met representatieve schaalafmetingen (ten minste plannen en gevels), met uitzondering van geprefabriceerde gebouwen, zoals modules of RTG's, die moeten worden afgebroken, waarvoor standaardplannen mogen worden gebruikt op voorwaarde dat de toegevoegde afmetingen een basisverificatie van de gegevens gecodeerd in het instrument voor de beoorderling van de staat van het gebouw mogelijk maken.

Onder technicus wordt verstaan :

- een professioneel met een EPB erkenning (EPB auditor, EPB certificeerder, EPB manager en/of EPB adviseur) of een Energiemanager certificaat (RW) of
- een professioneel met de kwalificaties om in aanmerking te komen voor de erkenning volgens de geldende regionale regelgeving.

Documenten die de conformiteit van de betrokken gegevens aantonen, worden gevraagd in de oproep tot projecten en worden bij de kandidatuur gevoegd. Deze documenten worden door de regering vastgesteld.

Het gebruik van het instrument voor de beoorderling van de staat van het gebouw zal in twee delen gebeuren die afzonderlijk in het bestand in bijlage 1 worden voorgesteld :

a) Het eerste deel, de "Energiebalans" genoemd, heeft tot doel technische gegevens te coderen die specifiek zijn voor het gebouw. Sommige van deze gegevens hebben een directe invloed op de beoorderling, terwijl andere zijn opgenomen om het bewustzijn te vergroten en een vereenvoudigde diagnose van de energiestatus van het gebouw voorgesteld voor de kandidatuur. Dit eerste deel geeft niet direct prioriteitspunten en wordt als volgt uitgewerkt:

- Gegevens met een directe impact op de beoorderling :
oppervlakken van de warmteverliesmuren ;
isolatietypes en -waarden van de warmteverliesmuren;
- Gegevens die geen invloed hebben op de beoorderling :
beschermd volume van het gebouw ;
niveau van luchtdichtheid;
geschatte efficiëntie van het verwarmingssysteem.

b) Het tweede deel, "Beoorderling" genoemd, betreft de beschrijving van de bestaande situatie van het gebouw voorgesteld bij de kandidatuur en de schoolvestiging waarin het zich bevindt. Het dossier krijgt in dit deel voorrang op basis van de ambitie die aan het renovatie- of verbouwingsproject wordt gegeven (oplossing en/of op normen brengen van alle geconstateerde problemen) volgens de volgende criteria en voor een totaal van maximaal 50 punten

i. Beschikbare ruimte op de vestiging betrokken bij het project (maximaal 15 punten)

o oppervlakte van de vestiging : de onzekerheid van de vestiging wordt beoordeeld aan de hand van de marge van de beschikbare oppervlakte tussen het door de fysieke normen toegestane maximum en de daadwerkelijk op het terrein aangetroffen oppervlakte;

o afwezige of falende functies op de vestiging : het ontbreken of het uitvallen van panden waarin de volgende functies zijn ondergebracht die op ideale wijze in het gebouw zouden moeten worden ondergebracht:

- o kantine, inclusief cafétariazalen voor het hoger onderwijs en het onderwijs sociale promotie ;
- o sanitaire voorzieningen;
- o lerarenkamer en/of vergaderzaal;
- o ruimte voor lichamelijke opvoeding/psychomotoriek, behalve voor het hoger onderwijs;

- directiekantoor;
 - auditorium voor het hoger onderwijs;
 - studiezalen voor het hoger onderwijs;
 - specifieke praktische en technische leszalen voor het hoger onderwijs.
- ii. Staat van het gebouw betrokken bij het project (35 punten)
- i. Technieken van het gebouw betrokken bij het project :
- de verwarmingsinstallatie en in het bijzonder de volgende criteria :
 - het aantal en de jaren van de warmtegeneratoren die het gebouw bevoorraden;
 - het regelsysteem (timer, buitentemperatuursensor, thermostatische kranen);
 - de aard van de gebruikte brandstof naargelang het hernieuwbare karakter ervan.
 - de installatie voor sanitair warm water (SWW) en in het bijzonder de volgende criteria:
 - het feit dat er een grote vraag naar warm water is (douches, internaat, kleedkamers, collectieve keuken, enz;)
 - het gebouw waarop het project betrekking heeft is voor minstens 50% bij deze vraag betrokken;
 - het volume van de warmwatertank
 - het type productie van warm water;
 - de connectiviteit, naargelang het datanetwerk geheel of gedeeltelijk wordt aangelegd in het gebouw betrokken bij het project;
 - de mechanische ventilatie, naargelang het gebouw waarop het project betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk is uitgerust met enkelvoudige of dubbele ventilatie met of zonder warmteterugwinning
 - de elektrische installatie, naargelang deze op de plannen is aangegeven, of deze het voorwerp uitmaakt van een ongunstig keuringsverslag van een erkende instelling of dan wel van een keuringsverslag van een erkende instelling dat inbreuken bevat zonder ongunstig te zijn;
 - het brandbeveiligingssysteem, naargelang het gebouw niet met een brandbeveiligingssysteem is uitgerust, of over het gebouw een ongunstig brandpreventierapport is opgesteld, dan wel of het gebouw niet over voldoende nooduitgangen beschikt.

i.i. Muren van het gebouw waarop het project betrekking heeft :

De toestand van het gebouw betrokken bij het project via deuren en ramen, vloeren, buitenmuren, muren tot verdiepingen en/of onverwarmde ruimten, daken, verticale of horizontale binnenmuren volgens alle of een deel van de volgende kenmerken:

- de ramen zijn voorzien van enkele beglazing ;
- bij de ramen worden lucht- en/of waterdichtheidsproblemen en/of infiltratieproblemen vastgesteld;
- de wanden zijn geprefabriceerd, d.w.z. een vooraf industrieel vervaardigd gestandaardiseerd oppervlaktelement
- vochtproblemen worden vastgesteld als gevolg van waterinfiltratie, waterlekkage en/of condensatie
- de aanwezigheid van asbest wordt vastgesteld als onderdeel van de wand of als onderdeel daarvan en aangetoond aan de hand van een geactualiseerde goedgekeurde asbestinventarisatie;
- stabiliteitsproblemen die de structuur van het gebouw bedreigen worden opgemerkt door een stabiliteitsingenieur of door een erkend verlies;
- problemen met opstijgend vocht worden vastgesteld
- problemen met de waterdichtheid van de muren tegen de grond zijn vastgesteld;
- infiltratieproblemen in de daken zijn vastgesteld;
- akoestische problemen in de onderwijsruimten zijn vastgesteld.

Voor de werken bedoeld in het vierde lid, *a*), eerste streepje, en *b*), en gewaardeerd in bijlage I (instrument voor de beoordeling van de staat van het gebouw), verbindt de kandidaat zich ertoe werken uit te voeren om de problemen waarvoor hij om prioriteit verzoekt, te corrigeren of op normen te brengen. Anders wordt aan de punten geen prioriteit toegekend. Aan punt 2 zou een score van meer dan 35 punten kunnen worden toegekend, zodat punten die in punt 1 niet zijn behaald, kunnen worden gecompenseerd, zonder dat evenwel de maximumscore van 50 punten voor dit prioriteitscriterium kan worden overschreden;

2° het gebouw werd getroffen door de overstromingen overeenkomstig artikel 1, 6: 20 punten.

Dit criterium wordt enkel toegepast voor de oproepen tot projecten 1 tot 3, bedoeld in artikel 3, § 1.

De punten voor dit criterium worden binair toegekend: ofwel is aan het criterium voldaan en wordt het maximum aantal punten toegekend, ofwel is niet voldaan en worden geen punten toegekend.

3° een erkende energieaudit indienen bij de kandidatuur : 10 punten:

Het ingediende project in de projectfase bedoeld in artikel 5, § 1, 2° (principeakkoord over het project), moet rekening houden met de conclusies van betrokken audit waarvoor werken moeten worden uitgevoerd.

De energieaudit moet voldoen aan de regionale eisen en worden uitgevoerd door een erkende auditor in overeenstemming met de regionale wet- en regelgeving. De audit moet up-to-date zijn, d.w.z. het gebouw mag geen werken hebben ondergaan die de energieprestatie van het gebouw beïnvloeden sinds de audit is uitgevoerd.

De punten voor dit criterium worden als volgt toegekend:

- 0 punt wordt toegekend indien geen audit wordt uitgevoerd;
- er worden 5 punten toegekend indien de audit wordt uitgevoerd op het gebouw waaraan wordt gewerkt;
- er worden 10 punten toegekend indien de audit wordt uitgevoerd op de gehele schoolvestiging van de aanvrager.

§ 2 Indien na toepassing van de in § 1 bedoelde criteria een gelijke stand wordt bereikt, worden de projecten gerangschikt volgens de volgende criteria:

- 1° degene die de meeste punten heeft behaald voor het prioriteringscriterium 1°;
- 2° bij een gelijk aantal punten voor het eerste prioriteringscriterium, de persoon die de meeste punten heeft behaald voor het tweede prioriteringscriterium;
- 3° in geval van gelijke punten voor het tweede prioriteringscriterium, de persoon die de meeste punten heeft behaald voor het derde prioriteringscriterium;
- 4° bij een gelijk aantal punten voor het derde prioriteringscriterium, het oudste gebouw.

§ 3. Niet-naleving van de prioriteringscriteria, met inbegrip van het niet uitvoeren van de in punt 1°, onder b), bedoelde en door de begunstigde in bijlage I (instrument voor de beoordeling van de bouwkundige staat) ingevulde werken, in voorkomend geval gecontroleerd in het stadium van het beginselakkoord over het project of een later stadium als bedoeld in artikel 5, § 1, heeft tot gevolg dat de prioriteringsindex op basis waarvan de dossiers worden gerangschikt, opnieuw wordt berekend.

Indien de herberekende index tot een lagere index leidt dan de index van het eerste niet in de oproep tot het indienen van projecten gerangschikte dossier, wordt de subsidie van de begunstigde ingetrokken.

Afdeling IV. — Rangschikking van de projecten

Art. 9. Op basis van de lijst van de door de Regeringsdienst geprioriteerde dossiers en na ontvangst van het advies van de in artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bedoelde aardoverschrijdend commissie, bepaalt de Regering de rangschikking van de dossiers volgens de in dit decreet vastgestelde nadere regels.

De regering kent de kandidaten te zijner tijd een toelating toe.

Op verzoek van de begunstigde en ingeval de begunstigde is geselecteerd voor meerdere gebouwen op dezelfde vestiging, kan de Regering in beginsel één enkel akkoord verlenen voor alle betrokken gebouwen.

Het advies van de in lid 1 bedoelde aardoverschrijdend commissie wordt aan de Regering medegedeeld binnen 15 kalenderdagen na de datum waarop de door de regeringsdienst voorgestelde lijst van dossiers aan de genoemde Commissie is medegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — Financieringspercentage en berekening van het bedrag

Afdeling I. — Financieringspercentages

Art. 10. lid 1. Het basissubsidiepercentage bedraagt 65% (vijfenzestig procent) van het subsidiabele bedrag.

§ 1. Het in § 1 bedoelde subsidiepercentage wordt, indien de begunstigde van de subsidie in de aanvraagfase daarom verzoekt, verhoogd met:

- 1° 2 procent indien het een activiteit betreft
 - a) van het gedifferentieerd onderwijs van klasse 1, 2 of 3 overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerd kader in de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap. Het behoren tot het gedifferentieerd kader van een klasse 1, 2 of 3 wordt bepaald op de datum van de lancering van de betrokken projectoproep en/of
 - b) van het kwalificerend onderwijs van het gewoon onderwijs, of van het onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van de instellingen die alleen algemene cursussen aanbieden, en/of
 - c) van het gespecialiseerd onderwijs.

De 2 percentages kunnen cumulatief zijn.

2° 2 procent indien bij renovatie de volgende U-waarden worden bereikt: 0,15 W/m² K voor de isolatie van dak(en) en wand(en); 0,20 W/m² K voor vloerplaten, 1,1 W/m² K voor beglazing en 1,5 W/m² K voor raam-/beglazingseenheden. De naleving van de maximale warmte-isolatiecoëfficiënt wordt uiterlijk in het stadium bedoeld in artikel 5, § 1, 4°, gecontroleerd.

3° 2 procent indien de begunstigde deel uitmaakt van een infrastructuursamenwerking tussen netwerken of inrichtende machten, voor een periode van minimaal 3 jaar, waarvan de nadere regels door de regering worden bepaald.

4° 2 procent indien het project toelaat een autonome infrastructuur te ontwikkelen of te creëren die hetzij het pedagogisch continuüm van de Gemeenschappelijke Kern organiseert, waarbij ten minste de leerlingen van K3 (of L1) tot S3, hetzij de lagere graad van het secundair onderwijs (S1 tot S3) worden samengebracht of de hogere graad van het secundair onderwijs (S4 tot S6), en dit in niet aaneengesloten gebouwen, zonder evenwel de mogelijkheid uit te sluiten om bepaalde specifieke lokalen die geen invloed hebben op de pedagogische en functionele autonomie van de scholen, waarvan de voorwaarden door de regering worden bepaald, samen te gebruiken.

Het maximale subsidiepercentage mag niet hoger zijn dan 70 procent.

Afdeling II. — Berekening van de subsidie

Art. 11. § 1. De subsidie wordt berekend op het subsidiabele bedrag van de investering.

Het subsidiabele bedrag van de investering omvat de subsidiabele werken, met inbegrip van werken aan de omgeving tot maximaal 10% van het bedrag van de in artikel 4 bedoelde werken, de belasting over de toegevoegde waarde en de algemene kosten.

In geval van schade wordt het bedrag van de verzekeringsbijdrage en/of een ander steunmechanisme in mindering gebracht op het te subsidiëren bedrag.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend in het stadium bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, a). Dit is het voorlopige bedrag van de subsidie.

Indien van toepassing zal het bedrag:

1° verminderd worden in het stadium bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, *b*) overeenkomstig het resultaat van de gunning van de opdracht voor werken, zodat het overeenstemt met het bedrag van de gekozen offerte vermenigvuldigd met het subsidiepercentage;

2° verhoogd worden met maximaal 10% in het stadium bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, *b*) afhankelijk van het resultaat van de gunning van de opdracht voor werken in geval van verhoging van het bedrag van de in de aanvraag vermelde raming;

3° verminderd in functie van de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld in artikel 10, § 2, eerste lid, 2°, 3° en 4°.

De algemene kosten bedragen 10% van het bedrag van de te subsidiëren werken, inclusief de belasting over de toegevoegde waarde, indien de aanvrager op het ogenblik van de fase bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, *a*), van plan is een projectontwikkelaar aan te stellen in het kader van een dienstenopdracht. Zij worden verminderd tot 8% indien geen projectontwikkelaar wordt aangesteld in het kader van een dienstenopdracht. Onder algemene kosten worden verstaan de honoraria van architecten, raadgevende ingenieurs, deskundigen van ontwerp bureaus, gezondheids- en veiligheidscoördinatoren en/of EPC-adviseurs.

§ 2. Voor de oproepen tot projecten vermeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 1° en 3°, wordt, indien een dossier waarvoor het bedrag van de subsidie niet volledig kan worden voldaan gelet op het voor deze oproep tot projecten beschikbare bedrag, het ontbrekende bedrag aangevuld met het saldo bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 4°. Voor de oproepen tot projecten bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 2° en 4°, wordt aan een dossier waarvoor het bedrag van de subsidie niet volledig kan worden voldaan gelet op het voor deze oproep tot projecten beschikbare bedrag, het saldo van het beschikbare bedrag aangeboden.

Afdeling III. — Aanvullend deel

Art. 12. Het saldo van de investering dat niet onder dit decreet valt, komt in aanmerking voor een leningswaarborg van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen bedoeld in artikel 9 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende niet-universitaire schoolgebouwen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Voor de toekenning van deze specifieke waarborg is artikel 9, § 7, van het decreet van 5 februari 1990 niet van toepassing.

In afwijking van artikel 9, § 9, van het decreet van 5 februari 1990 kunnen de inrichtende machten een beroep doen op het waarborgfonds op voorwaarde dat het reële recht op het goed in hun bezit is of in handen is van een van de in artikel 13 van deze wet bedoelde operatoren.

HOOFDSTUK V. — Verplichtingen van de begunstigden

Art. 13. De begunstigde moet een zakelijk recht hebben, met uitzondering van de WBE-inrichtende macht waarvoor het zakelijk recht kan berusten bij de Franse Gemeenschap of bij een van de Sociétés Publiques d'Administration des Bâtiments Scolaires, op het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de subsidie voor een periode van ten minste 30 jaar vanaf de datum van de fase bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, onverminderd artikel 8.

In afwijking van het eerste lid kan het zakelijk recht worden gehouden door of overgedragen aan een gemeentelijke of intergemeentelijke vereniging, elke openbare vennootschap voor het beheer van openbare gebouwen of elke vastgoedvennootschap voor het beheer van schoolgebouwen zoals bepaald in artikel 20 van dit decreet, op voorwaarde dat de primaire begunstigde van de subsidie de inrichtende macht blijft. De hoofdbegunstigde kan deze subsidie overdragen aan de houder van het zakelijk recht, onverminderd de verplichtingen van deze bepaling en zonder afbreuk te doen aan de financiële en administratieve betrekkingen met de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De begunstigde van deze subsidie:

1° behoudt gedurende een periode van 30 jaar vanaf de datum van het vaste akkoord voor de gunning bedoeld in artikel 5, § 1, 3° een schoolopdracht in het gebouw dat krachtens dit decreet werd gesubsidieerd;

2° leeft de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten na en neemt milieu-, sociale en ethische clausules in het bestek voor werken op. De Regering bepaalt de nadere regels van deze voorwaarde;

3° legt, in voorkomend geval, uiterlijk in het stadium van het principeakkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, het bewijs voor van de openbare aanbesteding van de dienstverleningsopdracht met betrekking tot de aanstelling van de projectauteur bedoeld in artikel 11, § 1, zesde lid, en de gemotiveerde gunningsbeslissing, waarvan de bijzonderheden door de Regering worden bepaald;

4° komt de verplichtingen inzake communicatie, informatie en publiciteit in verband met de financiële steun van de Franse Gemeenschap na. De Regering bepaalt de nadere regels van die verplichtingen;

5° zorgt ervoor dat, in gevallen waarin een naam wordt gebruikt die naar personen verwijst en die niet verbonden is met de namen van de leerkrachten, er pariteit is tussen mannen en vrouwen bij de naamgeving van lokalen en klaslokalen binnen het gebouw dat de subsidie ontvangt. De aan die lokalen toegekende namen worden zichtbaar en permanent bij de ingang van de lokalen aangebracht;

6° gaat in op elk verzoek van de Franse Gemeenschap om de controle op het gebruik van de ontvangen financiële tussenkomsten mogelijk te maken gedurende een periode van 30 jaar, te rekenen vanaf de datum van de in artikel 5, § 1, 3°, bedoelde stap.

Art. 15. De begunstigde van de subsidie is verplicht, gedurende een periode van 30 jaar vanaf het vaste akkoord voor de gunning bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, de toestemming van de Regering te vragen wanneer :

1° het gebruik of de bestemming van de schoolgebouwen waarvoor de werken met subsidie zijn verricht, geheel of gedeeltelijk wordt gewijzigd of

2° de rechten van eigendom, genot, gebruik of bewoning van deze gebouwen kosteloos of tegen vergoeding worden overgedragen, onverminderd artikel 13.

De toestemming van de regering wordt verleend onverminderd de toepassing van artikel 17 van dit decreet.

Art. 16. Onverminderd artikel 13 en gedurende een periode van 30 jaar vanaf de datum van de in artikel 5, § 1, 3°, bedoelde stap, kan in geval van overdracht van het zakelijk recht of de eigendom van een gebouw waarvoor krachtens dit decreet een subsidie is toegekend, elke inrichtende macht, ongeacht het net waartoe zij behoort de betrokken maatschappij voor het beheer van openbare schoolgebouwen, of elke in artikel 13 van deze wet bedoelde operator, dat gebouw verwerven, hetzij tegen de door de partijen vastgestelde waarde, hetzij door voorkoop tegen de

door een derde-koper geboden prijs, hetzij tegen de door de aankoopcommissie of de ontvanger vastgestelde maximumwaarde. Van deze mogelijkheid kan slechts gebruik worden gemaakt om voor het vervreemde gebouw een schoolbestemming te behouden.

De Regering bepaalt de wijze waarop dit recht van voorkoop wordt uitgeoefend.

Art. 17. § 1. De subsidieontvangers waarvan de schoolgebouwen op grond van dit decreet een subsidie hebben ontvangen en waarvan de schoolbestemming niet meer wordt vervuld en/of de gebouwen worden vervreemd, betalen de subsidie terug.

Het bedrag van het terug te betalen deel van de subsidie voor de lokalen wordt gebaseerd op het aantal vierkante meters dat buiten gebruik is gesteld, verminderd met het aantal jaren dat het pand in gebruik is geweest.

Elk bezettingsjaar zal een dertigste van het subsidiebedrag bedragen.

§ 2. De begunstigde betaalt de subsidie niet terug indien:

- de ruimten hun educatieve bestemming hebben verloren door omstandigheden waarop zij geen invloed hebben, of
- de schoolopdracht door een door de Franse Gemeenschap erkende school wordt gehandhaafd.

De regering beslist over het bedrag van de terugvordering van de subsidie op basis van de door de begunstigde verstrekte informatie.

§ 3. Als de begunstigde niet terugbetaalt, wordt de Franse Gemeenschap terugbetaald uit een artikel opgericht in de speciale afdeling van de begroting van het ministerie bevoegd voor onderwijsbeheer door middel van de volgende verrichtingen in de volgorde waarin ze worden vermeld:

1° aftrek van de exploitatiesubsidies vanwege de school die het gebouw in gebruik heeft;

2° aftrek van de exploitatiesubsidies die verschuldigd zijn aan andere scholen die onder dezelfde inrichtende macht ressorteren;

3° inning door de bevoegde administratie van de FOD Financiën op het vermogen van de inrichtende macht met behulp van een daartoe door de Regering aangewezen notaris.

Art. 18. Bij niet-nakoming van een van de in dit hoofdstuk bedoelde verplichtingen is de begunstigde verplicht de subsidie geheel of gedeeltelijk terug te betalen.

Intussen zijn latere subsidieaanvragen van dezelfde inrichtende macht niet ontvankelijk zolang de aanvrager zijn verplichtingen niet nakomt.

HOOFDSTUK VI. — *Vereffeningprocedures*

Art. 19. De Regering bepaalt de nadere regels voor de vereffening van de subsidie in schijven, die in drie termijnen geschiedt:

1° met 50 procent op de opdracht om met de werken te beginnen, mits het vaste akkoord over de gunning is verleend,

2° met 35 procent wanneer 50 procent van het werk wordt uitgevoerd,

3° met 15 procent, dat wil zeggen het saldo van de eindafrekening.

De Regering beslist over de documenten voor de vereffeningaanvragen. Indien de in het genoemde besluit bedoelde documenten niet worden overgelegd, wordt de subsidie niet uitbetaald.

HOOFDSTUK VII. — *Vermogensbeheerders*

Art. 20. Om in aanmerking te komen voor een subsidie van meer dan 446.189 euro geïndexeerd aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar en aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2023, moet een inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs, met uitzondering van de inrichtende machten die een instelling voor hoger onderwijs organiseren, de eigendom overdragen of laten overdragen door de eigenaar indien deze niet zelf de eigenaar is, zonder vergoeding, het zakelijk recht van de schoolgebouwen die van de huidige regeling zullen genieten, overdragen aan een beheersvennootschap, opgericht in de vorm van een VZW, gemeenschappelijk voor alle eigenaars van scholen van dezelfde aard, hetzij uniek voor de Gemeenschap, hetzij opgericht in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in elke provincie van het Waalse Gewest, en dit voor een periode van ten minste 30 jaar vanaf de datum van toekenning van het vaste akkoord over de gunning.

Elke vermogensbeheerder heeft als enig doel de overgedragen activa te gebruiken voor onderwijs en vestigt zijn maatschappelijke zetel binnen zijn ambtsgebied. De vermogensbeheerder mag alleen gebouwen vervreemden die door de inrichtende machten om onderwijsdoeleinden buiten gebruik zijn gesteld en gebruikt de opbrengst van de verkoop voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van activa om onderwijsdoeleinden.

Elk van deze vermogensbeheerders staat onder toezicht van een regeringscommissaris die door de regering is benoemd. De commissaris heeft tot opdracht na te gaan of de door de vermogensbeheerder beheerde gebouwen om schooldoeleinden worden gebruikt. Voor elke vervreemding van een gebouw dat in het kader van deze regeling subsidie heeft ontvangen, is zijn goedkeuring vereist.

In geval van ontbinding wordt hun vermogen kosteloos overgedragen aan een andere vennootschap van dezelfde aard die voldoet aan de in dit artikel bepaalde voorwaarden. De regeringscommissaris heeft een vetorecht tegen de beslissingen die in strijd met de op deze VZW's toepasselijke wettelijke bepalingen worden genomen over de bestemming van de overgedragen gebouwen voor het onderwijs.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigings- en overgangsbepalingen*

Art. 21. Artikel 9, § 4, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen voor niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt als volgt aangevuld:

“10° het verlenen van waarborgen voor de terugbetaling van het kapitaal, de rente en de bijkomende kosten van leningen die zijn aangegaan ter aanvulling van de financiering toegekend bij het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijk investeringsplan voor schoolgebouwen”.

Art. 22. In artikel 10, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “en de subsidies toegekend bij het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijk investeringsplan voor schoolgebouwen” ingevoegd tussen de woorden “het Europees plan voor herstel en veerkracht,” en de woorden “en onder voorbehoud van de bepalingen van het decreet van 24 juni 1996”.

Art. 23. In afwijking van artikel 5, § 1, 1°, 2°, 3° of 4°, en § 2, onverminderd de andere bepalingen van dit decreet, kan een begunstigde van de subsidie wiens gebouw getroffen is door overstroming en die zijn aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning reeds heeft ingediend of zelfs zijn werken heeft uitgevoerd, zijn aanvraag indienen.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepaling*

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 mei 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 27 april 2023.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De vicepresident en minister van Begroting,
Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 527-1. - Commissieamendement(en), nr. 527-2 - Commissiever-
slag, nr. 527-3. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 527-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Zitting van 26 april 2023

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/30701]

2 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision du 22 décembre 2022 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel subventionné relative au modèle et modalités du rapport d'évaluation du coordonnateur de pôle territorial prise en application de l'article 61septdecies du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les articles 61septdecies, 95 et 97 ;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel subventionné de rendre obligatoire la décision du 22 décembre 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel subventionné du 22 décembre 2022 relative au modèle et modalités du rapport d'évaluation du coordonnateur de pôle territorial prise en application de l'article 61septdecies du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, ci-annexée, est rendue obligatoire.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Art. 3. La Ministre de l'Éducation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mars 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR